

FOCUS

PRÉSENCE MILITAIRE

DANS L'EMBRUNAIS

ET LA VALLÉE DE L'UBAYE



DU XV^e SIÈCLE
À 2009

VILLES
& PAYS
D'ART &
D'HISTOIRE

EDITORIAL

L'année 2021 marque l'aboutissement du premier label « Pays d'art et d'histoire » obtenu pour dix ans en 2011 par le Pays Serre-Ponçon Ubaye Durance (SUD). Un ensemble de recherches approfondies prévues dans le cadre de la mise en place des Centres d'interprétation de l'architecture et du patrimoine, vient clore ce cycle avec l'édition de deux « Focus ».

Après la sortie en avril 2021 du Focus d' « Embrun et son diocèse », ce nouvel ouvrage présente une version ciblée d'une étude inédite commandée par le Pays d'art et d'histoire SUD. Cette fois-ci, l'objectif est de retracer la présence de l'armée sur notre territoire et en particulier son impact économique et culturel.

Nous remercions Laurent Surmely, historien de la vallée de l'Ubaye, qui s'est plongé dans les archives militaires, les archives départementales et les registres notariaux. Il a su s'adapter à nos contraintes de délai pour extraire les éléments importants de son étude. Ces travaux ont pu être réalisés grâce à l'aide de l'Union européenne, à travers le programme Leader pour la recherche historique, et au soutien de la Direction Régionale des Affaires Culturelles Provence-Alpes-Côte d'Azur pour l'édition.

Bonne lecture à la découverte de cet aspect méconnu de l'histoire militaire.

Pierre Vollaire

Président du Pays Serre-Ponçon Ubaye Durance

Premier système fortifié du XVII^e-XVIII^e siècle (1693-1866)

- Place-forte
- Camp de Tournoux

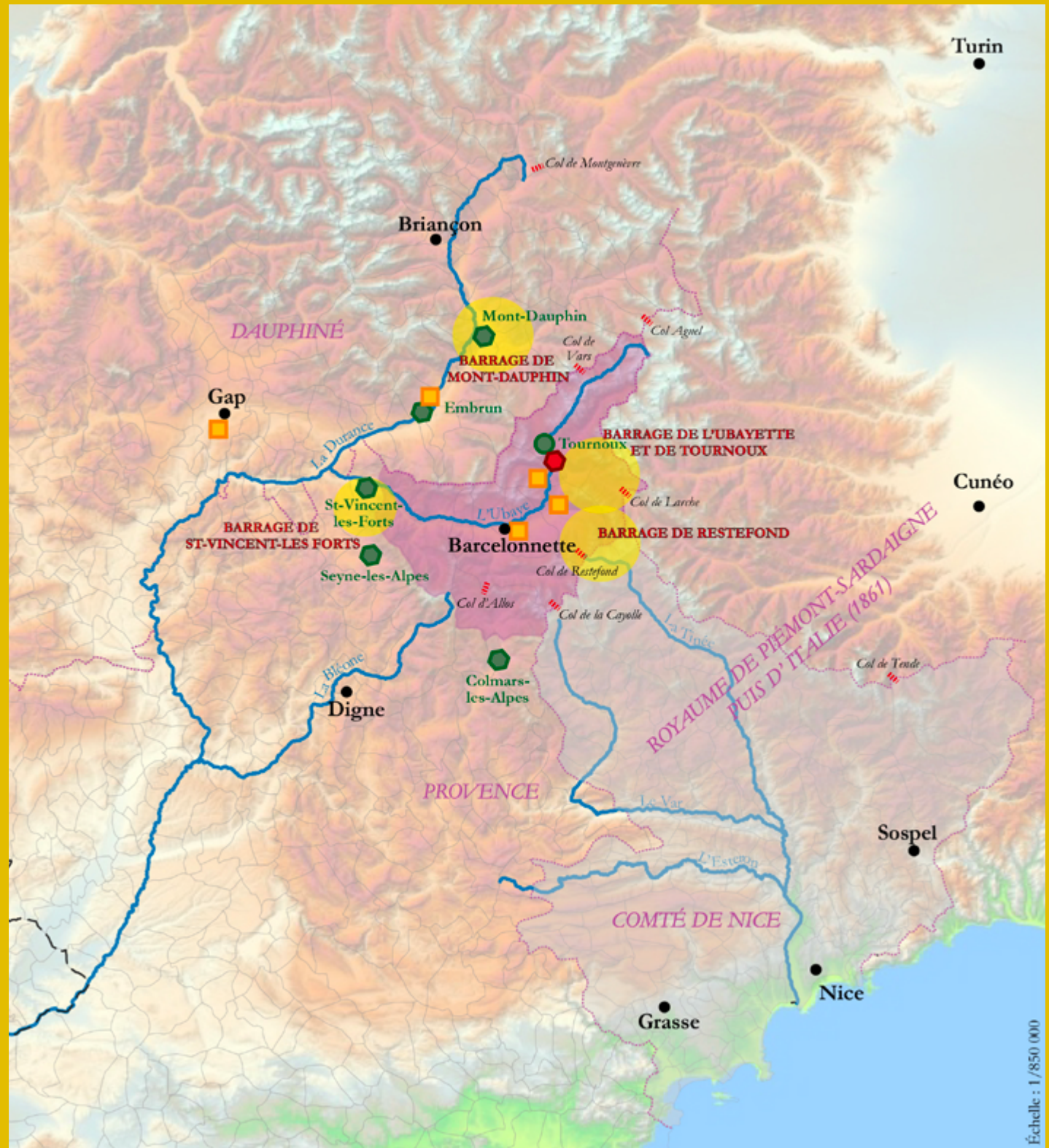
Deuxième système fortifié (1866-1884)

- Forteresse de Tournoux

Troisième système fortifié (1884-1914)

- Barrages fortifiés
- Casernes
- Limites de régions
- Région rattachée à la France en 1713 par le traité d'Utrecht
- Région rattachée à la France en 1860

Réalisation : L.GIRARD et L.SURMELY
Juillet 2021



SOMMAIRE

1	ÉDITORIAL
2	CARTE : LES ÉVOLUTIONS DU SYSTÈME DÉFENSIF FRANÇAIS FACE AU COL DE LARCHE
3	SOMMAIRE
4	ABRÉVIATIONS
5	INTRODUCTION
6-24	HISTOIRE D'UNE LONGUE PRÉSENCE MILITAIRE
25-41	QUELQUES CONSÉQUENCES DE LA PRÉSENCE MILITAIRE : L'EXEMPLE DE L'UBAYE
42	BIBLIOGRAPHIE
43	REMERCIEMENTS

ABRÉVIATIONS

BACP : Bataillon Alpin de Chasseurs à Pied

BAF : Bataillon Alpin de Forteresse

BAP : Bataillon d'Artillerie à Pied

BCA : Bataillon de Chasseurs Alpins

BCP : Bataillon de Chasseurs à Pied

BIM : Brigade d'Infanterie de Montagne

CAF : Club Alpin Français

CEE : Communauté économique européenne

CI : Centre d'Instruction

CIECM : Centre d'Instruction et d'Entraînement au Combat en Montagne

CNAM : Centre National d'Aguerissement en Montagne

DA : Division Alpine

DBAF : Demi-Brigade Alpine de Forteresse

DI : Division d'Infanterie

DINA : Division d'Infanterie Nord-Africaine

GSU : Groupe des Skieurs de l'Ubaye

ONF : Office National des Forêts

ONU : Organisation des Nations Unies

RA : Régiment d'Artillerie

RAM : Régiment d'Artillerie de Montagne

RAP : Régiment d'Artillerie à Pied puis en 1938 Régiment d'Artillerie de Position

RG : Régiment du Génie

RI : Régiment d'Infanterie

RIA : Régiment d'Infanterie Alpine

RTA : Régiment de Tirailleurs Algériens

RTM : Régiment de Tirailleurs Marocains

RTT : Régiment de Tirailleurs Tunisiens

SES : Section d'Éclaireurs-Skieurs

SHD : Service historique de la défense

STU : Société de Tir de l'Ubaye

USB : Union Sportive de Barcelonnette

INTRODUCTION

La frontière entre le royaume de France et le duché de Savoie a changé plusieurs fois d'emplacement au cours de l'histoire. Les limites entre la région de l'Embrunais et la vallée de l'Ubaye ont souvent été disputées. Elles ont donc été protégées, de part et d'autre, grâce à des fortifications et une occupation militaire.

Ce Focus précise l'évolution de l'implantation de l'armée dans cette zone. Il s'attache à la période du xv^e siècle, liée aux guerres d'Italie, jusqu'à l'époque contemporaine, avec le départ définitif de l'armée en Ubaye. Il détaille également les désagréments liés à cette occupation mais aussi les apports économiques et culturels selon que les troupes sont de passage ou permanentes.

Initié par le Pays d'art et d'histoire Serre-Ponçon Ubaye Durance pour une meilleure connaissance de l'histoire militaire, cet ouvrage présente une version abrégée de quelques-unes des thématiques développées dans une recherche inédite : *Étude historique et documentaire sur les fortifications et la présence militaire dans l'Embrunais et la vallée de l'Ubaye*, achevée en mai 2021.

L'auteur, Laurent Surmely, travaille depuis de nombreuses années sur l'économie et la société de la vallée de Barcelonnette aux xvii^e et xviii^e siècles. Une partie de ses recherches a été synthétisée dans *Du fil au fer, industries et industriels de la vallée de Barcelonnette au Luxembourg*, en 2019. Il a été vice-président puis président de la société savante Sabença de la Valéia-connaissance de la vallée de Barcelonnette. En tant que membre de cette association ou en tant que chercheur indépendant, Laurent Surmely a également réalisé une série de recherches et publié plusieurs textes sur l'histoire de la vallée de l'Ubaye du xvi^e au xx^e siècle.

Corinne Clivio

Guide conférencière, chargée des éditions

HISTOIRE D'UNE LONGUE PRÉSENCE MILITAIRE



UNE PRÉSENCE MILITAIRE INTERMITTENTE AVANT 1871

La présence militaire dans l'Embrunais et la vallée de l'Ubaye devient réellement sensible à la toute fin du xv^e siècle avec le déclenchement des guerres d'Italie (1494-1559). Elle n'est cependant pas régulière. La région ne voit des troupes passer et s'installer provisoirement que durant les périodes où l'armée française mène des opérations militaires en Italie du nord-ouest ou lors des conflits opposant le royaume de France au duché de Savoie, devenu royaume de Piémont-Sardaigne en 1720. L'Embrunais, situé sur la route du col du Montgenèvre, sert d'étape et de base arrière aux armées françaises opérant en Italie durant l'ensemble des xvi^e et xvii^e siècles. La vallée de Barcelonnette, qui jusqu'en 1713 est sous souveraineté savoyarde, est une région de passage plus occasionnelle. Elle est également un terrain d'affrontement entre troupes françaises et savoyardes à plusieurs occasions.

À partir de la guerre de la ligue d'Augsbourg (1688/1697), qui touche l'Embrunais-Ubaye dès 1690, la configuration militaire de la frontière change. Jusque dans la première moitié du xvii^e siècle, la défense du royaume de France face au col de Larche repose sur les places-fortes de Sisteron, Puymaure (près de Gap) et Embrun. Les deux premières années du conflit, durant lesquelles les Savoyards et leurs alliés mettent en difficulté les troupes de Louis XIV, forcent ce dernier à ordonner l'édification d'un nouveau système fortifié plus efficace. Celui-ci, plus près de la frontière, s'appuie sur les places fortes de Mont-Dauphin, Embrun, Saint-Vincent, Seyne et Colmars. Un premier rideau défensif, articulé autour du camp retranché de Tournoux, est mis en place dans la vallée de Barcelonnette, occupée par les Français pour l'occasion. Ce système de défense perdure, malgré le rattachement de la vallée de Barcelonnette à la France, jusqu'au milieu du xix^e siècle. Les troupes, en dehors des périodes de conflit qui touchent la région durant



1 - Marchalp. Projet d'archéologie expérimentale autour du passage de l'armée de François I^{er} en Ubaye en août 1515, 6 juillet 2019

© Myriam Lèbre-Touquet

2 - Plan relief d'Embrun, 1701, vues des fronts nord et est

© RMN-Grand Palais, René-Gabriel Ojéda

3 - Redoute de Berwick, commune de Saint-Paul-sur-Ubaye © Bernard Morel

4 - Forteresse de Tournoux © Thierry Noyez



le xviii^e siècle, sont très peu nombreuses. Dans les années 1780, la frontière n'est surveillée que par deux bataillons d'infanterie (stationnés à Embrun et à Mont-Dauphin) et quelques compagnies d'invalides en garnison à Colmars, à Seyne et durant une courte période à Barcelonnette. À partir des années 1830, le gouvernement français décide de mettre en place un système fortifié plus efficace. Celui-ci repose, jusqu'en 1871, sur la nouvelle forteresse de Tournoux (construite de 1843 à 1866) située en Haute-Ubaye. Cette évolution du système fortifié ne s'accompagne cependant pas d'une présence permanente de troupes.

UNE RÉGION FRONTIÈRE DÉLAISSÉE

En 1871, la toute nouvelle III^e République se soucie globalement peu de la défense du sud-est du pays.

Pour ses dirigeants, la principale menace vient de l'Allemagne. L'état des lieux du système défensif, réalisé en septembre-octobre de cette année-là par l'inspecteur général du Génie, Séré de Rivières, souligne que la défense de la frontière est complètement dépassée par les progrès de l'artillerie.

La construction et la modernisation de fortifications ne sont alors envisagées, pour l'essentiel, que dans les Alpes du nord, afin de protéger Lyon. Dans les vallées de la Durance et de l'Ubaye, une remise à niveau des fortifications et le réarmement de Briançon et de la forteresse de Tournoux seulement sont envisagés et réalisés. Des détachements d'artilleurs ne font quelques séjours dans cette forteresse que dans ce cadre-là. Une surveillance de la frontière – légère – est mise en place. Il semblerait qu'un bataillon d'infanterie prenne garnison à Digne. Dans les Hautes-Alpes, en dehors des dépôts de deux régiments d'infanterie et d'un bataillon de chasseurs, un seul régiment d'infanterie, le 3^e puis le 99^e, est installé à Gap. Ce régiment détache un de ses bataillons à Briançon.





5 - Ernest Cézanne (1830-1876) © Wikipédia

6 - Alpini et soldats français au col de Fer, 1898 (134 Fi 8, Fonds Coulon) © Archives départementales des Alpes de Haute-Provence

PROPOSITIONS DE LOI INITIÉES PAR ERNEST CÉZANNE

Dès 1871, les élites politiques des Basses et Hautes-Alpes s'inquiètent de cette situation potentiellement dangereuse. Elles se mobilisent afin d'attirer l'attention du gouvernement sur la sécurité de la frontière du sud-est. Un député des Hautes-Alpes, Ernest Cézanne, natif d'Embrun, est l'un des élus les plus actifs sur cette question. Le 21 juin 1873, il dépose à la chambre des députés une proposition de loi. Celle-ci se rapporte à l'organisation militaire dans les régions de montagne qui bordent les frontières du pays dans le cadre des discussions à la loi relative à l'organisation générale de l'armée. Son but est de mettre en place une défense propre aux Alpes qui serait ensuite étendue aux Vosges et aux Pyrénées. Il préconise la création d'un commandement unique de la frontière alpine, la modernisation du système fortifié, la construction de nouvelles voies de communication modernes et la mise sur pied de « corps spéciaux » composés de montagnards et affectés à la défense de la frontière suivant l'exemple des compagnies alpines créées par les Italiens. Cette dernière proposition est celle qui est la plus travaillée et sur lesquelles les réflexions sont poussées le plus loin puisqu'elle fait l'objet d'une proposition de loi portant sur la création de plusieurs bataillons de chasseurs à pied, affectés et entraînés spécialement à la défense des massifs montagneux.

LA MENACE ITALIENNE

Ce faible dispositif défensif contraste fortement avec la politique menée par le tout jeune royaume d'Italie de l'autre côté de la frontière. Son gouvernement lance une politique active afin de se doter d'une armée puissante. Celle-ci s'inspire du modèle allemand. Le long de la frontière avec la France, depuis 1859, les fortifications anciennes ont été modernisées et complétées par d'autres ouvrages capables de résister à la nouvelle artillerie mise au point dans les années 1860. Afin de développer économiquement le Piémont et d'acheminer rapidement des troupes pour défendre la frontière, un réseau de chemin de fer, qui pénètre certaines vallées alpines, est construit. Enfin, le ministère de la Guerre italien met sur pied des troupes spécialement destinées à combattre en milieu montagneux. Par un article de loi du 15 octobre 1872, quinze compagnies d'Alpini sont créées dont neuf face à la frontière française. Elles sont composées d'hommes recrutés dans les vallées alpines et sont organisées et équipées pour manœuvrer en altitude. Une artillerie spécialisée est également créée peu de temps après. Même si ces mesures ne sont prises que dans une optique défensive, elles constituent une grave menace pour la sécurité de la frontière française.



7 - Caserne Vallier de Lapeyrouse à Embrun (39 NUM 188) © Archives départementales des Hautes-Alpes



8 - Une unité d'infanterie vers 1880 à Briançon (37 Fi 8) © Archives départementales des Hautes-Alpes

PREMIÈRES MESURES DÉFENSIVES

L'ensemble des propositions d'Ernest Cézanne n'est pas retenu et son projet de loi sur la création de troupes spéciales est rejeté par la Chambre des députés. Cependant, le député des Hautes-Alpes a été en partie entendu.

Des premières mesures, modestes, sont prises rapidement. Dès la deuxième moitié de l'année 1873, les effectifs militaires sont légèrement renforcés et portés plus près de la frontière. Le 99^e RI prend garnison à Briançon. Le 14^e BCP, affecté aux Hautes-Alpes, s'installe à Mont-Dauphin puis, l'année suivante, à Embrun. Dans les Basses-Alpes, le 7^e BCP s'établit à Digne. Il détache des éléments, durant la belle saison (de juin à octobre) dans les places d'Entrevaux, Colmars et Tournoux. Ces unités, qui changent souvent de garnison, se contentent d'occuper les forts. Leurs capacités à combattre sur ce terrain spécifique sont très limitées.

Contrairement aux préconisations d'Ernest Cézanne, l'organisation de la défense des Alpes, à partir de 1874, repose non pas sur un seul commandement mais sur deux corps d'armée auxquels correspond une région militaire. Chacun d'entre-eux comprend deux divisions d'infanterie et des bataillons de chasseurs non endivisionnés. Le XIV^e corps est chargé de la défense des Alpes du nord (Savoie, Haute-Savoie et Hautes-Alpes) et le XV^e corps de la partie sud (Basses-Alpes et Alpes-Maritimes).



9 - Gare d'Embrun (6Fi 4018) © Archives départementales des Hautes-Alpes



10 – Batterie des Caurres, 1917
© Collection Jehan Landé
11 – Caserne de Courtigis et redoute de Chaudon
© Collection Joseph Lèbre

12 – Manœuvre d'artillerie en montagne
© Collection Joseph Lèbre

13 – Batterie inférieure de Roche-la-Croix
© Collection Joseph Lèbre
14 – Canons du 12^e BAP en position à la batterie des Caurres, 1898 (134 Fi 8, Fonds Coulon)
© Archives départementales des Alpes de Haute-Provence

MISE EN PLACE D'UN NOUVEAU SYSTÈME FORTIFIÉ ET PREMIERS ESSAIS DE MANŒUVRES EN MONTAGNE

En 1878, une étape importante est franchie. Dans sa séance du 24 mai, le Comité de Défense consacré à l'Ubaye et aux Alpes-Maritimes arrête le projet de construction de fortifications face au col de Larche.

Reprenant les conceptions du général Séré de Rivières, il décide l'édification d'un barrage défensif de première ligne autour de la forteresse de Tournoux (qui fait partie intégrante du dispositif) et deux barrages en seconde ligne établis à Saint-Vincent-les-Forts et à Mont-Dauphin. Deux nouvelles batteries sont construites, à partir de 1879, en Haute Ubaye (Les Caurres et Vallon-Claus), une autre ainsi qu'un casernement défensif à Saint-Vincent-les-Forts (batterie de Chaudon et caserne de Courtigis) et deux autres batteries à Mont-Dauphin.

Cette même année, le général de Miribel accède au poste de chef d'état-major du cabinet du ministre de la guerre. Cet officier supérieur, originaire de Grenoble et ami personnel d'Ernest Cézanne, prend une série de mesures durant les deux années qu'il passe à ce poste pour renforcer les troupes stationnées dans les XIV^e et XV^e régions. De Miribel propose au Conseil Supérieur de la guerre, d'abord sans succès, la constitution d'unités d'élite d'infanterie pour la défense des Alpes. Il obtient cependant, par un décret de mars 1879, l'affectation à la frontière du sud-est de cinq bataillons de chasseurs à pied, alors stationnés en Afrique du nord, en cas de mobilisation et de quatre batteries de

montagne au XIV^e corps. Ces nouvelles unités d'artillerie mettent en œuvre le canon de 80 mm de montagne inventé l'année précédente. Cette dernière décision est très certainement prise en vue des futures manœuvres qui vont se dérouler l'été suivant.

En effet, en octobre 1878, le lieutenant-colonel Zédé, qui commande la place de Briançon et les trois bataillons d'infanterie qui y sont stationnés, a fait effectuer des repérages en montagne et des séjours dans les hautes vallées du Briançonnais afin de reconnaître la frontière. Suite à cette première expérimentation réussie, il a été décidé d'organiser dans cette région sous ses ordres des marches-manœuvres avec le 12^e BCP, récemment arrivé d'Afrique du nord, trois bataillons d'infanterie et deux batteries d'artillerie de montagne. L'expérience, réussie, se déroule de juin à août 1879. Il est donc décidé de reconduire ces marches-manœuvres et de les étendre. Le 1^{er} décembre 1879, un décret autorise les commandants des deux corps d'armée à expérimenter les modifications sur les tenues et paquetages qui sembleraient utiles au service en montagne.

Les deux années suivantes, les marches-manœuvres sont réalisées par de plus nombreuses unités dans les deux régions militaires. Durant l'été 1880, ce sont trois BCP et un bataillon d'infanterie dans la XIV^e région et deux BCP et un bataillon d'infanterie de la XV^e région qui œuvrent dans l'ensemble des vallées frontalières des Alpes. Les officiers dirigeant ces unités repoussent les limites toujours plus loin et, obligés de s'adapter à ce terrain particulier,

innovent tant en matière de matériel qu'au niveau des techniques de combat ou d'évolution en haute montagne. Le 12^e BCP et son commandant, Paul Arvers, considérés comme les pères de l'alpinisme militaire, s'y distinguent particulièrement. C'est dans cette unité que s'invente, probablement en 1881, le groupe alpin, unité qui fait manœuvrer ensemble, dans un groupement tactique interarmes, un bataillon de chasseurs ou d'infanterie, une batterie d'artillerie de montagne et une unité de pionniers du Génie.

RENFORCEMENT DES PREMIÈRES DISPOSITIONS DÉFENSIVES

L'année 1882 voit une accélération des dispositions défensives prises les années précédentes. Elles sont la conséquence du rapprochement diplomatique entre l'Italie et l'Allemagne qui se matérialise le 20 mai de cette année-là par le ralliement des transalpins à la Triplice (qui rassemble l'Allemagne, l'Italie et l'Autriche). Dès le 15 avril, le Comité de Défense décide de renforcer les fortifications couvrant le col de Larche. De 1883 à 1889 sont ainsi construites la redoute inférieure et la batterie supérieure de Roche-la-Croix, les batteries de Mallemort, Viraysse (non prévue en 1882) et Cuguret dans le barrage fortifié de la haute Ubaye et trois nouvelles batteries (Châtelard, Pas la Tour et Dormillouse) dans le barrage défensif de la basse Ubaye au niveau de Saint-Vincent-les-Forts. L'achèvement des premières batteries décidées en 1878 entraîne l'arrivée d'artilleurs. Afin d'occuper le nouveau système défensif mis en place, tant dans le nord-est que le sud-est du pays, la loi du 24

juillet 1883, qui réorganise l'artillerie métropolitaine, crée seize bataillons d'artillerie à pied. Les batteries qui stationnent dans les fortifications du Briançonnais et de la vallée de l'Ubaye appartiennent au 12^e BAP dont le poste de commandement est à Grenoble. De petites unités d'artilleurs, appartenant à la batterie installée à Mont-Dauphin, viennent s'installer à Tournoux et à Saint-Vincent-les-Forts du mois d'avril au mois d'octobre. En 1894, une batterie entière s'installe en Ubaye et demeure principalement dans le fort de Tournoux. Suite à une réforme de l'artillerie, les batteries du 12^e BAP, dont celle de l'Ubaye qui reste en place, sont versées au nouveau 11^e RAP en 1909.

Le 23 juin 1882, le Conseil de guerre, prenant en compte les expérimentations des marches-manœuvres des trois années précédentes, adopte un changement tactique important.





15 - Caserne de Jausiers, vers 1900 (134 Fi 8, Fonds Coulon)

© Archives départementales des Alpes de Haute-Provence

16 - 7^e groupe alpin en manœuvre, 1902

© Archives départementales des Hautes-Alpes

Au lieu d'attendre l'ennemi au débouché des vallées, il décide de lui disputer le plus en avant possible le terrain avec le maximum de forces, c'est-à-dire directement sur les crêtes frontalières. Le général Billot, ministre de la Guerre, fait alors adopter un décret sur l'organisation des manœuvres en montagne qui établit trois types d'exercices : les marches préparatoires, les marches de dix jours et les marches-manœuvres de trente jours. Les deux premières sont destinées aux bataillons des régiments d'infanterie stationnés dans les deux corps d'armée défendant les Alpes. Les marches-manœuvres ne concernent que les groupes alpins. Ces derniers sont alors clairement définis dans leur composition. Ils sont répartis à raison d'un par vallée frontière et restent trois mois en montagne. En Ubaye, la défense de la vallée est confiée au 5^e groupe alpin qui comprend le 3^e bataillon du 58^e RI (en garnison à Avignon), la 8^e batterie du 38^e RA et un détachement du 15^e bataillon du Génie. Afin d'accueillir la batterie d'artillerie de ce groupe alpin, une ancienne filature de soie est acquise à Jausiers et transformée en caserne. La défense du Queyras est confiée en 1883 au 4^e groupe alpin (14^e BCP en garnison à Embrun et 8^e batterie du 6^e RA).

Jusqu'en 1888, cette organisation est consolidée et améliorée. Le 26 janvier 1885, le ministre de la Guerre décide que les marches de dix jours et les marches-manœuvres ne seront plus programmées chaque hiver pour l'été suivant mais s'effectueront automatiquement chaque année. Les groupes alpins sont ainsi pérennisés. Les marches de dix jours permettent à d'autres

unités d'infanterie d'acquérir, même modestement, des capacités à évoluer en montagne. En Ubaye, chaque année, un bataillon du 112^e RI, en garnison à Aix-en-Provence effectue ces marches. Il détache alors une compagnie dans le fort de Tournoux puis du 141^e RI qui lui succède. Sur le terrain, tous les passages et les cols sont reconnus. Des cartes précises sont établies. En mars 1886, quatre nouveaux bataillons de chasseurs sont affectés aux Alpes. Ils sont destinés à remplacer les bataillons d'infanterie au sein des groupes alpins afin que ceux-ci ne soient composés que de BCP. Après un premier séjour en Ubaye de deux mois durant l'été 1886, le 28^e BCP relève à partir de l'année suivante le 3^e bataillon du 58^e RI au sein du 5^e groupe alpin. En même temps, le 12^e BCP succède pour deux ans au 14^e au sein du 4^e groupe. Cette même année 1886, les escouades franches sont mises en place dans les BCP. Ce sont des détachements d'éclaireurs chargés d'effectuer les reconnaissances des groupes alpins. Enfin, une tenue adaptée aux missions de ces groupes, que l'on va nommer « alpine », avec son béret très caractéristique, est quasiment mise au point durant cette période même s'il faut encore attendre le tout début des années 1890 pour qu'elle soit officialisée par une série de décrets.

CRÉATION DE L'INFANTRIE ALPINE

À partir de 1887, sous la pression d'une Italie qui continue à renforcer ses troupes face à la France, un ensemble de mesures est pris par le ministère de la Guerre qui institutionnalise les bataillons de chasseurs, dit « alpins ».



Il crée, de manière plus ou moins formelle, l'armée des Alpes. L'objectif du ministre de la Guerre, le général Ferron, est de renforcer la défense des frontières notamment du sud-est. Concernant cette dernière, son but est d'accroître le nombre de troupes spéciales de montagne. Le climat politique et militaire n'étant toujours pas favorable à leur développement, il n'est guère possible d'augmenter le nombre de bataillons de chasseurs. Le ministre prépare alors une loi destinée à doter les régions frontalières de régiments d'infanterie supplémentaires. Cette loi est anticipée sur le terrain dès le printemps 1887 grâce à l'installation d'un bataillon du 141^e RI dans les casernes de Tournoux et d'un bataillon de 133^e RI dans celles de Jausiers. Des travaux sont d'ailleurs entrepris, dès la fin de l'été, pour que cette unité puisse passer l'hiver dans cette dernière. Dans le même temps, la place de Tournoux est dotée d'un gouverneur militaire et d'un état-major et la vallée de l'Ubaye est rattachée au XIV^e corps. La loi du 25 juillet 1887 crée, à raison d'un par région militaire, dix-huit régiments régionaux qui stationnent sur



17 - Soldat du 157^e RI en tenue alpine (Album Vernet)

© Musée de la vallée de Barcelonnette

18 - 157^e RI, manœuvres dans les environs de Larche

© Collection Jean-François Delénat

les frontières. Dans le sud-est, ce sont les 157^e, 158^e, 159^e et 161^e RI qui sont mis sur pied. C'est ce dernier qui est formé en partie en Ubaye avec des hommes provenant de plusieurs régiments, notamment des bataillons du 141^e et 133^e RI déjà installés à Tournoux et Jausiers, dès l'automne 1887. Le 161^e RI compte un bataillon caserné à Tournoux, un autre à Jausiers et un dernier à Lyon. Un système de rotation annuel fait alterner les bataillons dans ces trois casernes. En 1889, il est remplacé par le 157^e RI alors en garnison à Briançon. Deux bataillons de ce régiment sont installés à Lyon et le troisième à Tournoux. Ils permutent tous une fois par an et chaque été deux bataillons manœuvrent en Ubaye.

INTENSIFICATION DE LA PROTECTION AVEC LE BARRAGE DE RESTEFOND

Vers 1888, le commandement fait le constat que les batteries ne sont pas protégées contre les infiltrations et les incursions de détachements de fantassins ennemis. Ils pourraient sans problème neutraliser les artilleurs. Des travaux de protection sont réalisés de 1889 à 1894. Ils consistent à doter les batteries d'éléments de protection rapprochée (enceintes, postes-observatoires) et de casernements pour héberger les détachements d'infanterie chargés de leur défense. Cette mission est confiée au 157^e RI.

Le bataillon caserné à Tournoux fournit les détachements qui protègent ces batteries l'été mais aussi l'hiver, dès 1891 pour le casernement de Virayse et avant la fin du siècle pour les autres. En 1890, de nouvelles casernes, les baraquements de l'Ubaye, sont bâties au pied de de la



19 – Poste d’hiver du 157^e RI de Viraysse, Larche
 © Collection Joseph Lèbre
20 – 30^e BACP à Embrun (39 NUM 233)
 © Archives départementales des Hautes-Alpes
21 – Chasseurs alpins au repos, La Draye, Crots (39 NUM 33)
 © Archives départementales des Hautes-Alpes
22 – École de ski de Lans, Jausiers
 © Collection Joseph Lèbre

forteresse de Tournoux pour accueillir dans de meilleures conditions ce bataillon qui doit partager les casernes du fort avec les détachements du 12^e BAP. Dans la mesure où les régiments régionaux accomplissent une mission supplémentaire, un quatrième bataillon est créé dans chacun d’eux par la loi du 20 juillet 1891. En Ubaye, cela se traduit par l’installation d’un deuxième bataillon du 157^e RI dans les casernes de Jausiers (deux bataillons restent en garnison à Lyon). C’est toujours le bataillon stationnant à Tournoux qui assume le rôle d’unité de « forteresse ».

La mission d’occupation des fortifications du 157^e RI s’étend à partir du début du xx^e siècle avec l’édification du barrage fortifié de Restefond (construit entre 1896 et 1906 pour l’essentiel). En 1913, le 157^e RI est rapproché de la frontière et abandonne ses casernes de Lyon. Un bataillon et deux compagnies sont installés à Gap. Un effectif similaire prend garnison dans les nouvelles casernes de Barcelonnette (inaugurées en 1913). Deux compagnies occupent les casernes de Jausiers et un bataillon celles de Tournoux-La Condamine.

Outre la protection des batteries, le 157^e RI – unité non endivisionnée qui forme avec le 158^e RI chargé de la défense de la Maurienne la brigade régionale de Lyon depuis 1890 – accomplit des missions très proches des BACP. Ses bataillons sont des unités spécialisées dans le combat en montagne. Ce régiment détache également des compagnies afin de réaliser, sous la direction des sapeurs du 4^e RG, des travaux dans les fortifications (aménagement des batteries, construction des éléments fortifiés du massif de Restefond). Ces compagnies construisent aussi

ou améliorent des sentiers, des chemins stratégiques et des routes. Les fantassins du 157^e RI sont équipés pour évoluer en haute montagne et adoptent, lorsqu’ils sont en Ubaye, la tenue dite « alpine » mise au point par les chasseurs à l’instar des sapeurs du 4^e RG, des artilleurs des batteries de montagne ou de ceux du 12^e BAP. Seule la couleur diffère, ce qui fait surnommer ces fantassins « les alpins au pantalon rouge ». Des éléments du 157^e RI expérimentent aussi de nouveaux moyens de déplacement en terrain enneigé notamment le ski au poste de Larche (dès l’hiver 1902-1903) qui devient l’école de ski du régiment au milieu des années 1900.

INSTITUTIONNALISATION DES BATAILLONS DE CHASSEURS

En 1887, l’autre projet que mène le général Ferron d’institutionnaliser les groupes alpins dont l’existence ne repose, pour l’essentiel, que sur les décrets de 1882 et 1885 organisant les marches-manœuvres. Son objectif est également d’augmenter les effectifs des bataillons de chasseurs. Face à l’hostilité des élus de la Nation et de certains officiers supérieurs, il est obligé de ruser. La création des régiments régionaux est probablement un moyen détourné d’augmenter le nombre de compagnies alpines. Son modeste projet de loi prévoit la création de deux régiments d’artillerie et de douze bataillons de chasseurs des Alpes. Douze des trente BCP existants seraient alors transformés en chasseurs de montagne, passant de quatre à six compagnies et adoptant une tenue propre à évoluer en terrain montagneux. Si la création des deux régiments d’artillerie ne pose pas de problème, celui concernant les chasseurs est largement rejeté,



le 25 octobre 1887, par le Conseil supérieur de la Guerre. Cependant, une entente est conclue entre le ministère de la Guerre et la commission de la Chambre des députés afin de faire avancer ce projet.

Après plus d’un an passé en de multiples propositions, contre-propositions et navettes parlementaires, deux lois sont votées le 30 novembre et le 28 décembre 1888. La première crée officiellement douze batteries de montagne regroupées au sein de 2^e et 19^e RA, affectées respectivement aux XIV^e et XV^e corps.

Celle du 28 décembre prévoit l’affectation aux XIV^e et XV^e corps d’armée de douze BCP, dont le nombre de compagnies est porté à six et qui peuvent être commandés par des lieutenants-colonels. Une série de décrets pris par la suite finit d’organiser ces unités et fixe leur tenue.

En pratique, pour l’artillerie, la loi du 30 novembre permet de porter le nombre de batteries alpines de neuf à douze et de les regrouper dans seulement deux régiments. Pour les bataillons de chasseurs, que l’on appelle désormais plus ou moins officiellement BACP, si ce n’est leur nombre qui passent de neuf à douze sur la frontière des Alpes, le seul changement porte sur l’augmentation du nombre de compagnies. Les deux compagnies supplémentaires sont dédiées aux travaux militaires jusqu’aux années 1910 dans l’Embrunais-Ubaye. Entre 1893 et les années 1910, en Ubaye, elles évoluent par roulement, en marge de leur bataillon. Elles arrivent plus tôt au printemps et partent plus tard à l’automne. Elles participent à la construction et à l’amélioration de sentiers, de chemins et de routes ainsi qu’à l’édification des différentes fortifications du barrage de Restefond. Un nouveau bataillon, le 30^e BACP, est affecté à la défense du Dauphiné-Ubaye et forme un nouveau groupe alpin.





Jusqu'en 1913, les 12^e, 14^e, 28^e et 30^e BACP sont en garnison à Grenoble et à Embrun. Dans cette dernière ville, ils se succèdent tous les deux ans par roulement. L'été, ces bataillons, en formation de groupes alpins, prennent leur quartier dans les vallées selon la répartition suivante : deux dans le Briançonnais, un dans le Queyras et un en Ubaye. De 1896 à 1907 probablement, un des deux groupes alpins du Briançonnais bascule en Ubaye en raison de la construction du barrage fortifié de Restefond. À partir de l'hiver 1902-1903, d'abord à Barcelonnette puis à Lans (commune de Jausiers), où une maison est achetée, le BACP en charge de la défense de l'Ubaye installe un poste d'hiver pour un détachement de skieurs. Celui-ci devient rapidement une école de ski qui forme, à partir de 1913, les soldats d'une compagnie installée dans les casernes de Jausiers. En 1909, une loi réorganise l'artillerie. Deux régiments d'artillerie de montagne sont mis sur pied et remplacent les 2^e et 19^e RA. Ce sont désormais les batteries du 1^{er} RAM, en garnison à Grenoble, qui sont affectées à la XIV^e région.

23 - Album photo souvenir des manœuvres alpines du 2^e bataillon du 75^e RI, 1912
© Collection Pierre Martin-Charpenel

MISE EN PLACE DE TROUPES DE COUVERTURE¹

À partir de 1887, la 27^e division d'infanterie, dont les unités sont en garnison dans les régions proches de la frontière (dans les départements de la Drôme, de l'Isère, de l'Ain, du Rhône), est chargée d'assurer la couverture de la frontière en cas d'offensive italienne en Dauphiné-Ubaye avec les régiments d'infanterie qui occupent les casernes de Gap par roulement. En Ubaye, les unités de cette division succèdent aux régiments d'infanterie de la XV^e région qui effectuaient des marches en montagne de dix jours depuis 1882. Elles ont désormais pour mission de disputer le terrain aux ennemis, le plus près possible de la frontière, en soutien des troupes alpines. C'est la 53^e brigade qui a la charge de couvrir les cols du Montgenèvre et de Larche. Ses unités d'infanterie effectuent des marches-manœuvres de quinze jours en montagne afin d'acquérir les capacités nécessaires à ce terrain particulier. Chaque année, la 53^e brigade organise des exercices dans les régions montagneuses proches de la frontière avec les groupes alpins de la région et des bataillons des 157^e et du 159^e RI.

1 - Troupes placées à la frontière d'un pays pour la garder en cas d'attaque imprévue.



24 - Cantonnement du 2^e bataillon du 75^e RI avant son embarquement pour Romans, 1912 © Collection Pierre Martin-Charpenel

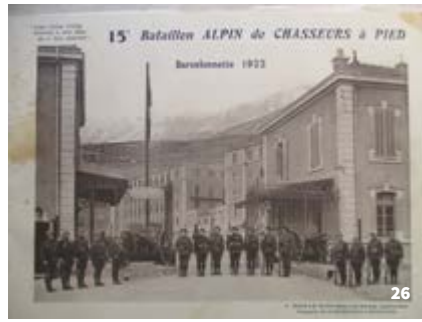
25 - Camp de prisonnier allemand installé dans les casernes de Barcelonnette © Musée de la vallée de Barcelonnette



À partir de 1892, les régiments d'infanterie de la 53^e brigade viennent s'entraîner dans les vallées frontalières pour des manœuvres alpines de plus de vingt jours durant l'été. Jusqu'en 1894, ils expérimentent une nouvelle manière de combattre en montagne. Les régiments n'évoluent jamais au complet mais par bataillons en groupements inter-armes avec des unités d'artillerie et de cavalerie. En Ubaye, durant l'été 1894, un bataillon du 99^e RI manœuvre avec une batterie du 6^e RA de Valence, un autre avec un escadron du 1^{er} régiment des Hussards de Valence. Le 2^e bataillon du 140^e RI de Grenoble, quant à lui, évolue avec une batterie du 6^e RA et un escadron du 1^{er} régiment de Hussards. Mais dès 1895, il est mis fin à cette expérience. Les différentes unités de la 27^e DI ou en garnison à Gap viennent effectuer leurs manœuvres alpines individuellement. Jusqu'en 1912, le bataillon du 75^e RI stationné à Romans (Drôme) et celui du 140^e RI à Grenoble, les batteries du 6^e RA et les escadrons du 1^{er} régiment de Hussards séjournent en Ubaye. Les manœuvres alpines de la 53^e brigade voire de la 27^e DI au complet se déroulent désormais en haute montagne au plus près de la frontière avec les troupes alpines de la région. Elles ont lieu en 1896 dans le massif de Restefond, puis en 1898, 1905 et 1911 dans la vallée de l'Ubaye. Ces unités, qui s'entraînent et manœuvrent également dans le Vercors, le Briançonnais ou le Queyras, sont devenues dès la deuxième moitié des années 1890 des troupes de montagne, même si elles n'ont pas le même degré de spécialisation que les groupes alpins et l'infanterie alpine et ne disposent pas d'équipements spéciaux.

UNITÉS ALPINES DURANT LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE ET LES PREMIÈRES ANNÉES DE PAIX

En août 1914, l'Italie s'étant déclarée neutre très rapidement et ayant rejoint le camp des Alliés en 1915, les troupes alpines et de couverture, après avoir été mobilisées sur la frontière, sont progressivement envoyées dans le nord et le nord-est du pays combattre les troupes allemandes. Au mois de novembre, il ne reste plus dans la région que quelques unités éparses qui n'ont plus de rôle défensif. Jusqu'en 1915, quelques détachements de réservistes et de chasseurs forestiers surveillent encore les postes et les fortifications situées en Ubaye. Lorsque l'Italie déclare la guerre à l'Allemagne et à l'Autriche, ces petites unités quittent la vallée de l'Ubaye. L'armement et les munitions en place dans les fortifications sont convoyés vers le front. Il ne reste plus que les deux compagnies de garde de l'Ubaye dépendant du dépôt du 52^e RI et du 157^e RI. Casernées respectivement à Jausiers et à Barcelonnette, ces deux unités, créées en septembre 1914, ont pour rôle essentiel d'assurer la garde et le fonctionnement des deux camps de prisonniers allemands qui y sont installés. La 2^e compagnie de garde de Jausiers contribue à assurer, entre 1916 et 1917, le fonctionnement du bataillon universitaire serbe, unité à la fois civile et militaire, qui a pris ses quartiers dans les casernes de Jausiers. La ville d'Embrun, quant à elle, accueille dans la caserne Laharpe (ancien palais des archevêques) un hôpital pour les prisonniers allemands.



26 - Album photo souvenir du 15^e BCA, 1922

© Collection Hubert Tassel

27 - Une section du 159^e RIA, Embrun, années 1920

(39 NUM 35) © Archives départementales des Hautes-Alpes



29 - Manœuvres en montagne d'éléments du 15^e BCA, début des années 1930

© Collection Christian Joulot

30 - Remise de médaille, 15^e BCA, quartier Haxo, Barcelonnette, début des années 1930

© Collection Christian Joulot

Lorsque l'armistice intervient le 11 novembre 1918, les unités alpines ne reviennent pas immédiatement dans la région. Elles partent en occupation en Allemagne et assurent le maintien de l'ordre dans les Balkans. Le 157^e RI est dissous le 29 août 1919. Les BCA qui doivent se réinstaller dans la région participent à des opérations de maintien de la paix en Haute-Silésie et à la frontière polono-tchécoslovaque. La première unité à revenir dans les Hautes-Alpes est le 159^e RI, qui se reforme à Briançon en janvier 1920.

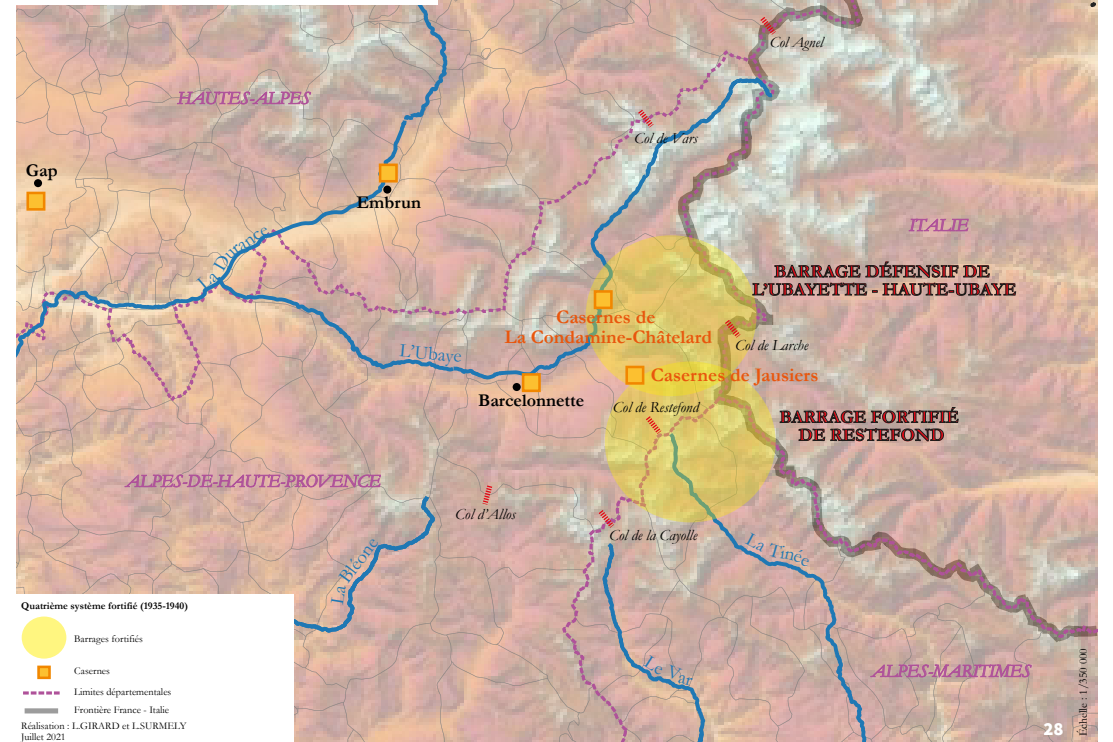
En juillet 1922, leur mission accomplie, les troupes déployées en Haute-Silésie rentrent en France. Le 23^e BCA² s'installe à Gap et le 15^e BCA à Barcelonnette. À l'automne, un bataillon du 159^e RIA prend garnison à Embrun. Ces unités se spécialisent de nouveau dans le combat en milieu montagneux. Elles développent la pratique du ski, multiplient les marches d'hiver, les entraînements en altitude l'été lorsqu'elles sont présentes dans leur garnison. Ces bataillons demeurent des unités d'intervention extérieures jusqu'en 1925. Le 159^e RIA est envoyé dans la Ruhr de mai à novembre 1923. Le 15^e BCA part, à son tour, pour la Rhénanie de mai à août 1924. De septembre à décembre 1925, les 23^e et 15^e BCA ainsi que 159^e RIA sont envoyés au Maroc afin de soutenir les troupes mobilisées dans la guerre du Rif.

2 - Durant la guerre, les BACP ont changé d'appellation et sont devenus des BCA. Ils ne comprennent plus six compagnies mais seulement quatre et ne constituent plus des groupes alpins - dont le concept a été abandonné.

NOUVELLE MENACE ITALIENNE

Mussolini, chef de l'État italien depuis 1922, adopte à partir de 1925 une attitude de plus en plus hostile envers la France. Le gouvernement, inquiet de cette situation, commence à remobiliser des troupes le long de la frontière alpine. Les unités présentes dans la région sont de nouveau affectées prioritairement à la défense de la frontière. Deux BCA, dès l'été 1926, sont affectés à la défense de la vallée de l'Ubaye : le 15^e de Barcelonnette et le 6^e de Grenoble. Ces deux BCA, outre leurs entraînements, étudient et réalisent des aménagements (positions de tir, sentiers) sur les crêtes frontalières. Ils cherchent également à améliorer leur expertise en matière de déplacement et de combat en haute montagne. Les sections d'Éclaireurs-Skieurs, dont le rôle est de contrôler et de défendre les meilleurs observatoires situés sur les sommets et de mener des missions d'éclairage sur la frontière, se mettent progressivement en place au sein de chaque bataillon. Outre les mois d'été passés en Ubaye, le 6^e BCA est également présent l'hiver avec sa SES cantonnée à Jausiers et à Larche. Ces deux bataillons, avec le 11^e BCA (qui succède en 1929 au 23^e BCA par changement de numéro) appartiennent depuis 1924, avec le 159^e RIA, à la 54^e brigade de la 27^e DI qui est en charge de la défense de la frontière dans les Hautes-Alpes et la vallée de l'Ubaye. Dès l'été 1927, en vue de la construction de nouvelles fortifications, toutes ces unités réalisent des travaux de réfection et d'amélioration des pistes stratégiques et des sentiers. En 1931, le 11^e BCA, alors affecté à la défense de la vallée du Queyras, remplace

Le système défensif français face au col de Larche (1935-1940)



le 6^e BCA. Tandis que le bataillon regagne sa garnison de Gap l'automne venu, sa SES prend ses quartiers à Larche et un détachement stationne tous les hivers au camp des Fourches à partir de 1932. Dès l'année précédente, les 11^e et 15^e BCA participent à la construction des nouveaux barrages fortifiés de l'Ubayette-Haute-Ubaye et de Restefond. Des compagnies sont formées spécialement pour les réaliser. Outre des travaux sur les pistes et sentiers, les chasseurs construisent, sous la direction des sapeurs du 4^e RG, des ouvrages fortifiés d'avant-poste ou des postes d'appui pour l'essentiel.



RENFORCEMENT DE LA DÉFENSE

La défense de la frontière par les seules troupes alpines n'est cependant pas suffisante. À partir de 1927, le commandement remet en place de nouvelles troupes de couverture. Cette mission est confiée à une nouvelle division : la 1^{re} Division d'Infanterie Nord-Africaine. Elle se constitue petit à petit avec des régiments, pour l'infanterie, de tirailleurs nord-africains libérés par la fin des opérations au Maroc ou au Levant (Liban-Syrie) en 1927-1928. Elle comprend le 5^e RTM qui stationne à Bourg-en-Bresse et Belley dans l'Ain, le 6^e RTM dont les casernes se situent à Montélimar, Valence et Privas, le 28^e RTT en





31 - Muletiers nord-africains servant au 15^e BCA, quartier Haxo, Barcelonnette, deuxième moitié des années 1930
 © Collection particulière
32 - Ouvrage mixte de Roche-la-Croix, bloc d'artillerie B5
 © Collection particulière
33 - Alpains du 73^e BAF, Jausiers, deuxième moitié des années 1930
 © Collection particulière
34 - La Section d'éclaireurs skieurs du 73^e BAF, Serrennes, Saint-Paul-sur-Ubaye
 © Collection Jehan Landé

garnison à Sathonay, Valence et Chambéry et le 27^e RTA installé à Avignon, Arles et Tarascon. Ce sont des troupes d'élite, composées uniquement de soldats nord-africains engagés pour plusieurs années et de cadres européens de qualité, qui se sont illustrées durant la guerre du Rif et les opérations menées au Levant. Dès l'été 1928, les bataillons appartenant à ces régiments viennent s'entraîner à combattre en haute montagne. Leur mission est la même que celle des troupes de couverture d'avant-guerre. Le 6^e RTM est le premier à venir en Ubaye. Tous ces régiments passent dans la vallée. Ils ne viennent cependant pas seulement pour des marches-manœuvres d'une vingtaine de jours mais pour des périodes de trois à quatre mois. Ils acquièrent rapidement de bonnes capacités à évoluer et à combattre en

haute montagne. Ces régiments sont équipés en conséquence - ils sont dotés, notamment, de sections muletières -. Ils envoient même des détachements s'acclimater et s'entraîner en haute montagne l'hiver. Progressivement, ils forment eux-aussi des SES. Dans les années 1930, c'est celle du 27^e RTA qui prend, pour l'hiver, ses quartiers dans l'Ubayette. Comme les troupes alpines, les bataillons de ces régiments sont mobilisés pour les travaux notamment dans le secteur de Restefond. Les différents régiments de la 1^{re} DINA participent aux travaux d'amélioration des pistes stratégiques et à la construction d'un certain nombre d'ouvrages fortifiés.



32

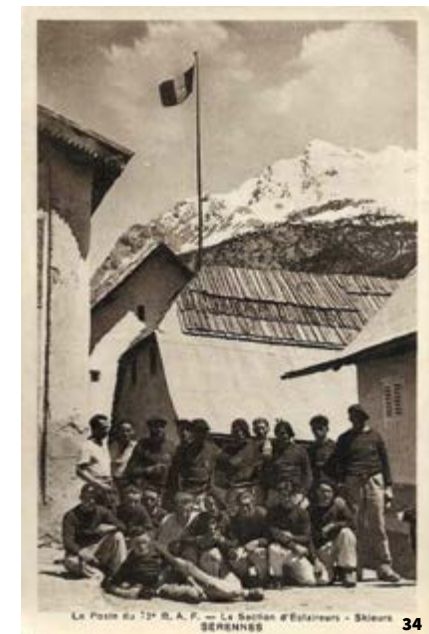


33

CRÉATION DE NOUVELLES TROUPES DE FORTERESSE

Avec l'avancée des travaux dans les barrages fortifiés en construction, des troupes destinées à les occuper sont mises sur pied progressivement. Dès l'automne 1933, la 5^e batterie du 154^e RAP de Grenoble (héritier du 11^e RAP) vient s'installer dans les casernes du fort de Tournoux. Sa mission est, à partir de 1936, de fournir l'artillerie couvrant les ouvrages fortifiés ainsi que les artilleurs servant les canons de ces ouvrages. Dans le même temps, le 159^e RIA est chargé de former pour le secteur fortifié du Dauphiné (Hautes-Alpes et Ubaye) des compagnies autonomes de forteresse. La 13^e compagnie autonome de forteresse ainsi qu'une compagnie de mitrailleuses de ce régiment s'installent en octobre 1933 dans les baraquements de l'Ubaye à La Condamine. Elles sont suivies, au printemps suivant, des 14^e et 15^e compagnies qui se casernent à Jausiers donnant ainsi naissance au 4^e bataillon du 159^e RIA. Enfin, en même temps, le 4^e RG met sur pied, dans la XIV^e région, deux compagnies mixtes spécialisées dans les travaux et l'entretien des fortifications. La 9^e compagnie mixte s'installe elle-aussi dans les baraquements de l'Ubaye. Toutes ces unités qui portent la tenue alpine des chasseurs (seule la couleur diffère) sont regroupées dans le « groupe fortifié de la vallée de l'Ubaye » commandé par un colonel. La loi du 29 juin 1935 crée une nouvelle subdivision d'arme de l'armée française : l'infanterie de forteresse. Dans les Alpes sont mis sur pied des

BAF, par transformation et extension des unités existantes. Le 4^e bataillon de 159^e RIA se transforme à l'automne 1935 en 73^e BAF. Comme ses confrères, c'est une unité dont la mission est de servir dans les barrages fortifiés de l'Ubayette-Haute-Ubaye et de Restefond. Avec le 72^e BAF, en charge des fortifications du Briançonnais et du Queyras dont une compagnie et le poste de commandement sont installés à Embrun, le 73^e forme la 157^e DBAF. Son poste de commandement est installé à Jausiers. Cette demi-brigade est l'héritière du 157^e RI d'avant-guerre et elle en conserve le drapeau.



Le Poste du 73^e B. A. F. - La Section d'Éclaireurs - Skieurs
 SERENNES 34



35



36

LES DEUX BATAILLES DES ALPES

À la différence de ce qui s'est passé durant la Première Guerre mondiale, la frontière des Alpes est un théâtre d'opérations militaires. Profitant de la situation délicate dans laquelle se trouve la France, l'Italie lui déclare la guerre le 10 juin 1940. Dans la précipitation, son armée déclenche une offensive à partir du 21 juin contre une armée des Alpes amoindrie, car de très nombreuses unités ont rejoint le nord et le nord-est du pays. Les troupes italiennes sont malgré tout arrêtées à la frontière par les fortifications et les troupes les occupant. La courte bataille des Alpes, qui s'achève dès le 25 juin, est gagnée par l'armée française. Après l'Armistice franco-allemande le 22 juin 1940, la région se situe alors en zone libre. Elle est largement démilitarisée. Les fortifications sont désarmées. Il n'y a plus d'unité en garnison à Embrun. Dans la vallée de l'Ubaye, seules de petites unités de gardiennage d'ouvrages sont maintenues en place pour surveiller les fortifications jusqu'à l'occupation totale du pays par les troupes allemandes et italiennes en novembre 1942. La guerre refait son apparition à partir de 1944. À l'issue de la libération de la région par l'action conjointe de la Résistance et des troupes alliées débarquées en Provence, un nouveau front s'établit sur les cols alpins. L'Ubayette est occupée par les Germano-Italiens de l'automne 1944 au printemps 1945. Il faut attendre le mois d'avril pour voir les troupes françaises reprendre le col de Larche puis descendre la vallée Stura en Italie.

DÉSENGAGEMENT PROGRESSIF DE L'ARMÉE

Malgré l'armistice signée le 8 mai 1945 avec l'Allemagne, la France et l'Italie restent officiellement en guerre jusqu'au traité de Paris en février 1947. Des unités nord-africaines, pour l'essentiel, cantonnent dans la vallée de l'Ubaye. En 1948, le 11^e BCA, alors en occupation en Autriche, prend garnison dans les casernes de Jausiers et de Barcelonnette. Jusqu'au milieu des années 1950, sa mission consiste toujours à surveiller et à défendre la frontière. Il effectue même encore des travaux défensifs. Parallèlement, les principaux ouvrages des barrages défensifs de l'Ubayette et du massif de Restefond sont remis en état de fonctionnement avec du matériel récupéré ou du matériel neuf spécialement refabriqué. Quelques unités de réservistes (une compagnie du 72^e Bataillon Mixte d'Équipages d'Ouvrages pour l'Ubaye) destinées à servir les ouvrages sont mises sur pied. À partir de 1955, le 11^e BCA, tout en conservant l'effectif d'un bataillon et sa mission initiale, se consacre pour l'essentiel à la formation militaire et de montagne. Des appelés vont aller servir en Algérie, pour beaucoup au sein de la 27^e DA.

Vers le début des années 1960, la défense de la frontière évolue. La création de la CEE, dont font partie l'Italie et la France, change la donne sur la frontière. Il n'est plus nécessaire de se défendre face au voisin transalpin. Cependant, toute menace n'a pas disparu.

En pleine guerre froide, l'hypothèse d'infiltration de commandos russes et d'une offensive aéro-mobilité des troupes du Pacte de Varsovie par l'Italie est prise très au sérieux.

35 - Le village de Larche, 1945

© Collection particulière

36 - Les garages du 11^e BCA Barcelonnette, 1950

© Collection René Jean

37 - Remise de la fourragère au 11^e BCA, col de Larche, 1950

© Collection René Jean

38 - Défilé du 11^e BCA au Lauzet-Ubaye, 1981

© Collection Bertrand Hubert



38

À partir du début des années 1960, le 11^e BCA effectue désormais des manœuvres visant à parer ces différentes menaces parfois en coopération avec les autorités piémontaises. Dans le même temps, le commandement français, qui ne croit plus à l'efficacité d'une défense fortifiée du territoire, cesse ses investissements dans les ouvrages défensifs. Les unités de réservistes qui devaient les servir sont dissoutes puis les fortifications sont déclassées à partir de 1964. La même année, le 11^e BCA se transforme en un centre d'instruction (CI-11^e BCA) dont les effectifs et les moyens de combat sont beaucoup plus réduits. Si ce n'est de participer à la lutte contre les infiltrations de commandos russes, il n'assure plus de missions de défense de la frontière.

FIN DE LA PRÉSENCE MILITAIRE PERMANENTE

Cette situation prend fin en 1969 avec la construction de la base aérienne 200 d'Apt-Saint-Christol sur le plateau d'Albion, aux confins des départements du Vaucluse et des Alpes-de-Haute-Provence.

Cette base de lancement abrite les missiles nucléaires de très grande portée destinés à frapper un éventuel agresseur. Afin de protéger ces installations d'une rapide offensive aéro-mobilité soviétique par l'Italie ou d'actions de sabotage de commandos s'infiltrant par la frontière ou directement parachutés dans des régions proches de la base aérienne, un dispositif de protection est mis en place dans les Alpes du sud. C'est très certainement la raison d'être de la formation de la 17^e brigade alpine, dont le poste de commandement est installé à Gap. Elle intègre le 159^e RIA stationné à Briançon, le 22^e BCA mis sur pied à Nice et le 11^e BCA qui se retransforme en bataillon. Ce dernier, dont les compagnies sont installées à Barcelonnette et à Jausiers, a pour mission de surveiller la frontière et de mener des actions défensives dans la vallée de l'Ubaye mais aussi dans l'ensemble des Alpes du sud. Des manœuvres de brigade y sont organisées chaque année.

En cas de guerre contre le bloc de l'Est, le 11^e BCA doit se rendre sur le plateau d'Albion afin de protéger la base aérienne et les antennes de communication du mont Ventoux contre des actions de sabotage, le temps qu'une unité de réserve prenne la relève.



37



39



40

QUELQUES CONSÉQUENCES DE LA PRÉSENCE MILITAIRE : L'EXEMPLE DE L'UBAYE

Chaque année, il se rend dans le département du Vaucluse afin de s'y entraîner.

En 1976, la 17^e brigade alpine est dissoute, le 11^e BCA et le 159^e RIA intègrent la 27^e DA qui renaît à cette occasion. Les missions des unités de la division stationnées dans les Alpes du sud restent les mêmes. En 1983, la 27^e DA, qui conserve ses missions et ses spécificités de troupe de montagne, intègre la Force d'Action Rapide destinée à se déployer rapidement en Europe centrale en cas d'attaque soudaine des forces du bloc de l'Est. Comme toutes les autres unités de la division, le 11^e BCA reçoit des équipements modernes et se motorise. D'importants travaux sont réalisés dans les casernes de Barcelonnette et Jausiers. Dès 1983, le bataillon part pour de premières opérations extérieures. Jusqu'à sa dissolution, il fournit des contingents aux forces de l'ONU chargées d'assurer le maintien de la paix au Liban.

La menace soviétique et des forces du bloc de l'Est disparaissant progressivement à partir de la fin des années 1980, le gouvernement décide de réduire la taille de l'armée. Un vaste plan de réforme est lancé. Plusieurs unités de l'armée de terre sont dissoutes, dont le 11^e BCA, en 1990. Cette décision provoque d'importantes manifestations et une mobilisation inédite de la population dans la vallée de l'Ubaye. Elles permettent d'obtenir le maintien d'une unité militaire avec la création du Centre d'Instruction et d'Entraînement au Combat en Montagne. Ce centre, établi dans les casernes de Barcelonnette et Jausiers, assure, avec deux puis une compagnie, l'instruction d'appelés au profit d'unités du sud-est jusqu'à la fin du service national en 2002. Son autre mission est d'assurer l'aguerris-

sement au combat en montagne, sous forme de stages, d'unités de l'Armée française mais aussi d'armées étrangères appelées à évoluer dans ce terrain particulier. À partir de la deuxième moitié des années 2000, le centre assure des stages pour des soldats et des unités, notamment ceux de la 27^e Brigade d'Infanterie de Montagne, appelés à servir en Afghanistan. En 2004, les casernes de Jausiers ferment définitivement. En 2008, le CIECM est rattaché au CNAM de Briançon, prélude à sa future disparition.

En effet, un nouveau plan de réforme militaire est annoncé en début d'année suivante. Il se traduit par la suppression de plusieurs unités de l'armée de terre.

Les deux centres d'aguerrissement au combat en montagne des Alpes du sud sont dissous. Les couleurs sont descendues une dernière fois dans l'enceinte des casernes de Barcelonnette le 19 juin 2009. Cette ultime cérémonie marque la fin de la présence militaire permanente dans l'Embrunais-Ubaye mais cette région demeure le terrain d'entraînements occasionnels des unités de la 27^e BIM et plus particulièrement du 4^e régiment de chasseurs, stationné à Gap.

39 - Stagiaires Tadjiks du CIECM, massif de Restefond, années 2000

© Collection particulière

40 - Cérémonie de départ du chef de corps du CIECM, 2008

© Collection particulière

41 - Camp de Tournoux et projets de retranchements. Le déboisement sera assuré par les habitants réquisitionnés de la haute Ubaye, Richerand, 15 Décembre 1694 (GR1VH1892) © SHD

UNE CALAMITÉ POUR LES HABITANTS AUX XVI^e ET XVII^e SIÈCLES

Jusqu'à la fin du XVII^e siècle, les unités militaires ne viennent dans la vallée de l'Ubaye qu'à l'occasion des guerres que mène le royaume de France en Italie ou contre le duché de Savoie. Cette vallée savoyarde est plusieurs fois le théâtre de combats et assez souvent occupée par l'armée française. Durant ces périodes de conflits, elle sert également d'étape et de base arrière pour des opérations se déroulant en Piémont ou dans le Milanais. Les habitants subissent alors destructions et pillages (Barcelonnette est brûlée en 1628 et une deuxième fois en 1691 avec l'ensemble des villages du fond de la vallée). Il doivent payer d'importantes contributions de guerre. Les communautés d'habitants

fournissent quantités de nourriture, fourrage, bois, matériel et fournitures diverses. Elles doivent également mettre à la disposition des militaires, des animaux de bât et leurs conducteurs pour assurer de multiples transports. Les hommes sont réquisitionnés pour effectuer des travaux : couper du bois, construire des fortifications, réparer et améliorer les chemins et les ponts. Enfin, les habitants sont astreints à loger de très nombreux soldats qui sont, soit de passage, soit stationnés dans la vallée pour de longs mois. Si les communautés, pour une raison ou une autre, ne peuvent accéder aux différentes demandes des officiers, elles subissent des prises d'otages - pour les forcer à s'exécuter -, des réquisitions, des pillages, des saccages de récoltes.



41



42

42 – Profil du fort/église fortifiée de Larche dont les matériaux ont été en grande partie fournis et transportés par les habitants. La Blotière, 24 avril 1707 (GR1VH2231) © SHD

43 – Le village du Planet, Jausiers, 1589, Asciano Vittozzi (Parigi, Ancien dépôt, 4.5 sub 1, n. 164 A [68]) © SHD

44 – Bourg du Planet, Jausiers, Heuriance, 17 juin 1744 (GR1VH1892) © SHD

45 – Bourg du Planet et une partie de ses immeubles remontent au XVIII^e siècle, 2013 © Laurent Surmely



44



45

Les populations sont aussi soumises aux exactions commises par des groupes de bandits que l'armée entraîne dans son sillage ou par des soldats sans solde qui ont été congédiés. En conséquence de quoi, les communautés d'habitants s'endettent pour de très nombreuses années. L'économie est désorganisée par les réquisitions. Les ponctions importantes de vivres provoquent une augmentation des prix et parfois des disettes. Enfin, les troupes mal nourries et à l'hygiène sommaire propagent chez les habitants des maladies contagieuses. Les conséquences de ces périodes de guerre et d'occupation sont donc néfastes, même si le commerce des denrées à certaines périodes peut s'en trouver vivifié.

RÉPERCUSSIONS POSITIVES

À partir de 1707, les retombées provoquées par la présence des troupes françaises, même en occupation, se font plus positives.

Depuis les réformes de Louvois, secrétaire d'État puis ministre de la Guerre des années 1660 à 1691, les soldats sont beaucoup mieux encadrés et disciplinés, le ravitaillement et le logement des unités sont mieux assurés et réglementés. Au début du XVIII^e siècle, ces réformes portent leurs fruits. Même si des réquisitions d'hommes et de fournitures se produisent encore (surtout lors des premières années de guerre), même si les quantités de vivres et de fourrage à fournir sont énormes à certaines périodes, les exactions cessent pour la plupart.



43

Pour la vallée, un véritable marché de ravitaillement aux armées s'ouvre. Les habitants trouvent à valoriser le produit de leurs exploitations (produits agricoles et d'élevage essentiellement). Des individus en profitent pour développer leurs affaires en prenant en charge certains marchés de fournitures aux troupes. D'autres se spécialisent dans les activités de transport au profit de l'armée.

Il se crée également, dans les communautés qui reçoivent des troupes à loger, un marché de consommation nouveau.

Les soldats ont une solde à dépenser. Ils ont besoin d'améliorer leur ordinaire, ont des dépenses courantes à satisfaire et ont besoin de se distraire.

Les officiers, qui ont un très fort pouvoir d'achat et un train de vie élevé, sont demandeurs de produits peu présents dans la vallée de l'Ubaye.

L'EXEMPLE DE JAUSIERS

La communauté d'habitants de Jausiers, qui reçoit de nombreuses troupes en stationnement jusqu'en 1713 puis un bataillon d'infanterie en garnison de 1714 à 1737 environ, voit son économie évoluer de manière importante. Il se met en place un réseau commercial presque inexistant auparavant. De nouveaux commerces font leur apparition, comme en témoignent les registres de notaires. Une boucherie, plusieurs boulangeries (cinq sont recensées entre 1720 et 1737), des boutiques au détail (qui vendent toutes sortes de denrées et d'objets), un traiteur, un chirurgien-barbier-perruquier s'installent. Ces différentes activités permettent de satisfaire la

consommation spécifique des officiers et de fournir aux soldats tout ce dont ils ont besoin. Les cinq boutiques de vente au détail recensées sur la période 1710-1737 vendent à la fois de la nourriture (certaines très peu consommées localement comme les anchois ou la viande de porc, animal qui n'est pas élevé dans la vallée), des boissons (vin ou eau-de-vie), des objets pour les loisirs (jeux de cartes, dés...) et de multiples articles dont les militaires ont besoin au quotidien, qui peuvent relever de la mercerie et de la quincaillerie (papier, fil à coudre, couteaux, ciseaux...).

D'autres, nombreux, se lancent dans le transport. Les cabarets, où les soldats peuvent manger, boire et se divertir, se multiplient. D'environ neuf en 1712, les cabaretiers passent à près de vingt-cinq sur la période 1707-1737. La communauté voit également seize nouveaux muletiers s'établir. Cette présence de troupes sur la longue durée produit aussi le développement et l'extension du réseau artisanal de la communauté. Les effets sont particulièrement sensibles sur les métiers de cordonniers (vingt-trois nouveaux durant la période 1707-1737) et de tailleurs d'habits (huit ateliers supplémentaires).

Ce développement économique profite d'abord aux habitants de la communauté de Jausiers. Quarante-huit des soixante-dix-neuf commerçants et artisans repérés dans les archives, qui profitent de ces nouveaux marchés militaires, sont natifs de la communauté. Mais plus d'un tiers n'en est pas originaire. Dix-sept d'entre eux viennent d'autres villages et hameaux de la vallée de Barcelonnette et quatorze d'ailleurs.



Si la plupart de ces derniers sont natifs des vallées voisines (haut Verdon, haut Var et Guillestrois), certains viennent de beaucoup plus loin (Digne, Brignoles, Aubenas, le Languedoc, l'Agenais et Saint-Malo).

Dans la communauté, c'est surtout le hameau du Planet qui bénéficie de ce développement économique. Il se transforme en véritable petit bourg durant le premier tiers du XVIII^e siècle. Les boutiques et les ateliers s'y concentrent car les unités militaires stationnent autour ou sont logées dans le hameau. Trente-trois des cinquante établissements dont nous connaissons le lieu d'implantation, ouvrent au Planet entre 1707 et 1737. Des marchands ou des notables, qui en ont les moyens, construisent alors, à la place des fermes, de petits immeubles de trois voire quatre étages. Ainsi, les commerçants et artisans peuvent installer leur boutique et atelier au rez-de-chaussée et des appartements d'habitation dans les étages. Ils y logent les patrons et leurs domestiques ainsi que les ouvrières du moulin à soie voisin.

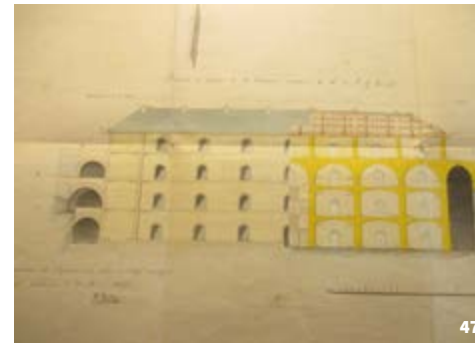
OBTENIR DES GARNISONS PERMANENTES

Après 1713, Jausiers et Barcelonnette profitent à plein de l'installation d'unités dans les régions frontières en temps de paix.

Ces deux communautés, qui reçoivent chacune en garnison un bataillon d'infanterie, bénéficient des marchés militaires mais sans les inconvénients provoqués par la guerre (que la vallée va cependant connaître à nouveau entre 1743 et 1748, et 1792 et 1800). Le nombre de soldats devient plus acceptable, il n'y a plus de réquisitions d'hommes et de fournitures. Le principal point négatif qui demeure est financier puisque les communautés d'habitants doivent toujours avancer au roi les dépenses relevant du ravitaillement des troupes, que celui-ci tarde à leur rembourser. Toutefois, vers 1737, le stationnement permanent de troupes dans la vallée de Barcelonnette cesse presque complètement.

Cette période se révèle fondatrice. En effet, les élites et une partie de la population ont compris que l'armée était un facteur de développement économique. Dès la fin de la guerre de succession d'Autriche (de 1743 à 1748 dans les Alpes), les notables de la vallée sollicitent plusieurs fois les ministres de la Guerre afin d'obtenir des garnisons permanentes jusqu'aux années 1830. En 1764, c'est l'une des solutions imaginée par les élus du Conseil général de la vallée de Barcelonnette. Elle fait face à l'interdiction, décidée par le roi de Piémont-Sardaigne,

46 - Plan de la ville de Barcelonnette, 1745 (GR1VH1892) © SHD



47 - Fort de Tournoux, projets pour 1847 (GR1VH1892) © SHD

48 - Fort de Tournoux, élévateur installé entre le fort moyen et le fort supérieur © Dessin Bernard Sarrailh

de l'entrée dans ses États des milliers de pièces de draps de laine fabriqués dans la vallée et exportés principalement en Piémont.

Ces élites voient plutôt d'un bon œil, et réclament même, la construction de fortifications permanentes dans la vallée. Non seulement elles permettraient de développer un réseau routier, dont les militaires ne veulent pas sans la protection de fortifications, mais elles seraient synonymes d'ouvriers pour les construire puis de soldats pour les occuper. Au début des années 1830, le département des Basses-Alpes émet plusieurs vœux et sollicite les autorités pour que la vallée de Barcelonnette soit fortifiée.

Dès que la décision d'établir une forteresse à Tournoux est prise, une partie des élites et des élus consentent un certain nombre d'efforts financiers et techniques pour faciliter et créer les conditions les plus favorables à sa construction.

EFFETS LIMITÉS DES CHANTIERS DE CONSTRUCTION DES FORTIFICATIONS

Pour les dirigeants de la vallée de l'Ubaye la construction de la forteresse de Tournoux, réalisée pour l'essentiel entre 1843 et 1866, tombe à point nommé.

En effet, l'économie traditionnelle commence à décliner à partir de la décennie 1830, provoquant l'exode d'une partie de la population. Les activités qui permettraient aux habitants d'avoir des revenus l'hiver, migration saisonnière et industrie drapière, connaissent de grandes difficultés. La partie amont de la vallée à partir de Jausiers perd 14% de ses habitants entre 1836 et 1872. La fortification de la frontière est donc de plus en



plus considérée comme une des solutions pour développer l'économie locale. La construction de la forteresse de Tournoux va la stimuler. Chaque année, plusieurs centaines d'ouvriers et de soldats viennent travailler durant la belle saison sur les différents chantiers. Ils génèrent de nouveaux marchés d'approvisionnement en nourriture et en matériaux divers et un marché de consommation puisque la plupart de ces ouvriers viennent de l'extérieur de la vallée (un tiers environ sont originaires du Piémont voisin), les Valéians³ étant tous occupés par les travaux agricoles. La pénurie de main-d'œuvre est telle que l'on est obligé d'employer des soldats pour travailler à l'édification de la forteresse. Les commerçants et les artisans ne travaillent que durant la belle saison. Un certain nombre doit probablement venir de l'extérieur seulement pour la durée des chantiers. Cette activité saisonnière produit donc des effets limités mais non négligeables au moins pour la commune de La Condamine-Châtelard. Elle voit sa population rester stable durant la période 1836-1872. Cette population augmente même de presque 13% en 1851 lorsque les chantiers de construction battent leur plein. Elle est la seule en haute Ubaye à ne quasiment pas perdre d'habitants.

3 - Habitants de la vallée de l'Ubaye



49 - Batterie de Vallon-Claus en partie construite par l'entreprise Spitalier de La Condamine, 1913
© Collection Joseph Lèbre



50 - Arrivée du 28^e BACP à Barcelonnette, début xx^e siècle
© Collection Joseph Lèbre
51 - Fanfare du 28^e BACP, place Manuel, Barcelonnette, début xx^e siècle © Collection Joseph Lèbre

Entre 1881 et 1886, période de construction des batteries des barrages fortifiés de la haute Ubaye et de Saint-Vincent-les-Forts, la vallée connaît une embellie économique qui se traduit démographiquement puisque toutes les communes de la haute Ubaye, à l'exception de Larche, et Saint-Vincent-les-Forts, voient leur population légèrement augmenter. Mais dès l'achèvement des chantiers, la diminution du nombre d'habitants reprend. La construction du barrage fortifié de Restefond avant 1914, entièrement réalisé par l'armée, ne semble pas avoir produit de retombées importantes. En revanche, l'édification d'un nouveau système fortifié dans les années 1930 dans le Restefond et l'Ubayette ont eu très certainement des conséquences proches de celles des années

1880. Il n'est cependant guère possible d'isoler ces retombées car elles se cumulent avec les passages de troupes et surtout la présence de plusieurs unités en garnison.

LOGER LES TROUPES DE PASSAGE

À partir du début des années 1880, des unités des troupes alpines ou de celles de couverture viennent effectuer des séjours de trois mois ou des marches de dix jours puis de vingt jours.

APPORTS ÉCONOMIQUES

Jusqu'en 1914, toutes les communes de la vallée de l'Ubaye accueillent et logent ces unités pour des durées plus ou moins longues.



Les Alpes
BARCELONNETTE (1,135 m.) — Place Manuel. — Fanfare du 28^e Chasseurs.
51



MALJASSET - Salle du Récurent
52

Ce sont Barcelonnette et les communes situées en amont qui sont les plus sollicitées. Le logement de ces soldats se fait chez les particuliers qui mettent à disposition granges, greniers, hangars, chambres. Il est organisé par les autorités militaires et civiles et chaque habitant mettant à disposition un logement reçoit une indemnité par homme accueilli. Une grande partie du ravitaillement, surtout en nourriture et en fourrage, est achetée localement via des marchés d'adjudication passés un à deux mois avant l'arrivée des troupes.

Ce passage et ce séjour régulier de centaines de soldats produisent des effets positifs. Ils génèrent des gains non négligeables même si ce type de revenus est modeste. À travers les marchés de fournitures, un débouché s'offre à la production agricole locale. Beaucoup de commerçants en bénéficient. Les cantonnements des soldats créent aussi un marché de consommation supplémentaire qui vivifie le commerce local. En effet, ces hommes, qui disposent d'un peu de temps libre, ont des dépenses courantes à assurer et cherchent à améliorer leur ordinaire ou à se distraire. Lorsque pour une raison ou pour une autre les unités devant cantonner à Barcelonnette ne viennent pas, une partie de la population, commerçants en tête, proteste énergiquement auprès du ministre de la guerre via le député de la circonscription. Cependant, comme pour les chantiers de fortifications, les effets de cette présence militaire demeurent économiquement limités et saisonniers.



52 - Cantonnement du 75^e RI, Maljasset, 14 juillet 1909

© Collection particulière

53 - Jeunes garçons coiffés du béret alpin, Barcelonnette, début du xx^e siècle © Collection Joseph Lèbre

APPORT MUSICAL

Le passage régulier des troupes est particulièrement marquant, surtout à Barcelonnette. Les BACP possèdent tous une fanfare et en sont systématiquement accompagnés lorsqu'ils viennent en Ubaye. Lors de chacun de leurs cantonnements, les fanfares donnent toujours plusieurs concerts aux musiques variées. Lorsqu'un BACP reste quatre jours à Barcelonnette, les musiciens donnent des concerts au moins durant trois soirées sur la place Manuel. Parfois, les bataillons organisent des bals sur cette place et les officiers offrent des apéritifs, animés par la fanfare de leur bataillon. Les BACP apportent également leur concours à l'organisation de la fête nationale et à certaines cérémonies officielles. Lorsqu'un bataillon de chasseurs est présent à Barcelonnette, le 14 juillet prend un éclat particulier. À partir de 1885, les étés y deviennent très animés. Les chasseurs alpins sont ainsi très appréciés et très populaires. Leur arrivée est toujours un grand événement et leur départ, un jour triste. Cette popularité se retrouve dans la diffusion de la coiffe spécifique, originaire des Pyrénées. À partir du début des années 1890, il est possible d'en acheter à Barcelonnette et le fameux béret « alpin » devient le couvre-chef de nombreux petits garçons de la vallée de l'Ubaye, comme en témoignent les cartes postales et les photographies prises dans la vallée avant la Première Guerre mondiale. Ces passages de troupes cessent à partir de 1914 et ne reprennent qu'entre 1926 et 1939 avant de s'éteindre définitivement.



54 – Une des boulangeries de La Condamine, avant 1914
© Collection Jean-François Delénat

INSTALLATION DES GARNISONS PERMANENTES

Pour l'économie locale, les séjours saisonniers des troupes et la construction des fortifications n'améliorent qu'à la marge et de manière temporaire la situation de la vallée de l'Ubaye qui voit ses habitants continuer à la quitter. L'établissement permanent d'unités à partir de 1887 dans les casernes de Jausiers et de la forteresse de Tournoux puis, à partir du début des années 1890, dans les baraquements de l'Ubaye à La Condamine, change la donne.

RETOMBÉES ÉCONOMIQUES

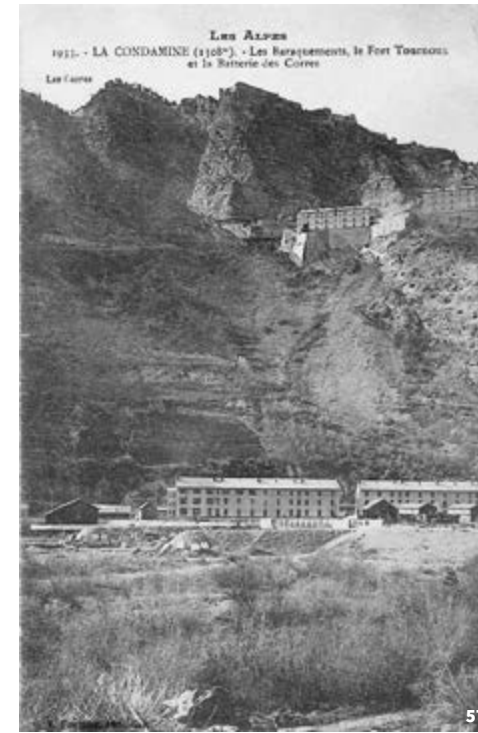
Outre les soldats présents toute l'année, cette installation entraîne l'arrivée de familles d'officiers et de sous-officiers et de quelques employés civils (cantiniers, préposés aux lits, cantonniers du génie...). Ces troupes créent un marché de fournitures et un marché de consommation importants et actifs toute l'année. Comme au XVIII^e siècle, ce sont surtout les communes de garnison, La Condamine-Châtelard et Jausiers puis Barcelonnette à partir de 1913, qui bénéficient de ces nouvelles activités. Alors que le nombre d'artisans et de commerçants stagne entre 1881 et 1906 dans les autres communes de la haute Ubaye, à Jausiers il augmente de plus de 15% et à La Condamine-Châtelard il croît de plus de 64%. Les artisans et commerçants passent dans cette commune de 29 à 82. Deux hôtels ouvrent, un marchand de vin, un coiffeur, une modiste, deux lingères, deux blanchisseuses, une repasseuse, deux chaudronniers, sept voituriers, un mécanicien s'installent. Les boulangers (employés et patrons) sont désormais huit



55 – Un bus des transports Rosan de La Condamine, avant 1914 © Collection Jean-François Delénat

56 – Vue de La Condamine, avant 1914
© Collection Jean-François Delénat

contre un seul en 1881, les tailleurs passent de trois à onze, le nombre de cordonniers de deux à quatre, de menuisiers de deux à six, de forgerons d'un seul à trois. On construit une usine électrique et un abattoir afin d'alimenter les trois boucheries (contre une seule en 1881) qui assurent l'approvisionnement des garnisons et de la population. Si le poids économique des garnisons est mesurable au moment de leur établissement dans de petites communes, il est plus difficile de l'estimer pour les périodes suivantes même s'il est probable qu'il demeure important, surtout dans les années 1930. Après la Seconde Guerre mondiale, les troupes en garnison permettent très certainement de maintenir dans la vallée un réseau commercial et une offre de service d'un assez bon niveau, surtout à Barcelonnette, du moins jusqu'à ce que le tourisme de masse commence à produire ses effets. En 1989 encore, on estime les retombées économiques du 11^e BCA, pour la vallée de l'Ubaye, à 30 millions de francs par an (soit 7,35 millions d'euros). En 2009, l'INSEE estime la perte économique de la fermeture du CIECM à 4,5 millions d'euros par an pour la région. Cela représente 207 emplois directs, indirects et induits soit 14% de l'emploi à Barcelonnette et 12% à Jausiers.



CONSÉQUENCES DÉMOGRAPHIQUES

Dans les communes de garnison surtout, l'installation d'unités militaires provoque une diversification et un renouvellement importants de la population. En effet, les garnisons permanentes, non seulement offrent des opportunités d'emploi aux habitants des communes où sont installées les casernes, mais attirent aussi des personnes originaires d'autres communes de la vallée de l'Ubaye ou de régions voisines. À La Condamine-Châtelard, les artisans et commerçants recensés en 1906, dont nous connaissons les lieux de naissance, sont pour 22 d'entre eux natifs de la commune, 21 viennent d'Italie (ils sont originaires des vallées Maira, Stura, Varaita, des provinces de Cuneo et de Turin), 13 sont bas ou haut-alpins, 9 sont originaires d'autres départements et 1 de Suisse. Les quelques employés civils également ne sont pas, pour la plupart, originaires de la commune. L'installation des familles de cadre accentue ce renouvellement de population même si ce n'est que pour une durée relativement courte.

En haute Ubaye, les garnisons permettent à Jausiers et surtout à La Condamine-Châtelard de limiter la baisse de population voire de



57 – Baraquements de l'Ubaye, avant 1914

© Collection Pierre-Martin Charpenel

58 – Village de La Condamine, avant 1914

© Collection Jean-François Delénat

l'annihiler et changeant sa répartition géographique. Alors qu'en haute Ubaye entre 1836 et 1906 Larche, Meyronnes, Saint-Paul perdent respectivement 41%, 49% et 31% de leur population, Jausiers n'enregistre qu'une baisse de 29% et surtout La Condamine-Châtelard, commune beaucoup moins peuplée et qui a une garnison plus importante que Jausiers, voit sa population croître (1%). La répartition de la population change également. À La Condamine-Châtelard naît un nouveau « hameau », le quartier du fort (aujourd'hui Champ Félèze), qui a compté jusqu'à 48 habitants en 1901. Alors qu'en 1846, le village de La Condamine hébergeait 43% des habitants de la commune, en 1906, avec le quartier du fort, il en concentre plus de 81%. Le même phénomène se produit à Jausiers. Le bourg du Planet, qui rassemblait 33% des habitants de la commune en 1846, en regroupe 44% en 1906.

Lors des périodes suivantes, les garnisons produisent le même type de retombées. Jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, Barcelonnette, Jausiers et La Condamine-Châtelard maintiennent leur population quand elle baisse dans toutes les autres communes.

Après 1945, ce sont Barcelonnette et, dans une moindre mesure, Jausiers (du moins jusqu'aux années 1960) qui perdent le moins d'habitants. Dans les années 1980, le 11^e BCA avec ses 800 soldats et ses 200 cadres ainsi que leur famille, dans une vallée comptant moins de 8 000 habitants, pèse encore lourd démographiquement. En 2008, le CIECM, unité très réduite par rapport au 11^e BCA, représente encore 10% des habitants de Barcelonnette et 14% des habitants de Jausiers.



59 - Usine électrique de La Condamine, avant 1914

© Collection Jean-François Delénat

60 - Hôpital de Jausiers, avant 1914

© Collection Jean-François Delénat



61 - Chantier de construction de la route du col de la Cayolle, début du xx^e siècle (Fonds Lebeau)

© Musée de la vallée de Barcelonnette

Durant le xx^e siècle, la présence militaire sous toutes ses formes ne permet pas à la vallée de l'Ubaye d'endiguer l'exode rural mais contribue probablement à le freiner, le temps que le tourisme prenne le relais et permette à la population de croître à nouveau à partir des années 1960.

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

L'armée contribue au renforcement et au développement de certains équipements structurants. Dès le début des années 1880, afin de disposer de communications fiables et rapides entre les forts, les casernes et certains postes d'altitude, le génie édifie un réseau télégraphique puis, environ une décennie plus tard, un réseau téléphonique. Le ministère de la Guerre, en permettant au département des Basses-Alpes d'utiliser ces réseaux, contribue au développement rapide et pour un coût moindre qu'ailleurs des lignes télégraphiques et téléphoniques civiles. En 1914, la vallée de Barcelonnette est une région qui dispose de moyens de communication modernes qui irriguent même des lieux très éloignés de Barcelonnette comme les hameaux de Fouillouse et Maljasset en haute Ubaye ou le refuge du col d'Allos. En 1922, seules les communes de Saint-Pons, Faucon, Enchastrayes et Pontis n'ont pas encore le téléphone. C'est alors une des vallées les mieux desservies des Alpes. La convergence des intérêts des civils et des militaires est également un levier important pour le développement d'autres infrastructures. La création, dès 1903, de l'usine électrique de La Condamine, dont la construction et l'exploitation sont confiées à une société privée, se fait au

profit à la fois de la population et de l'armée. L'usine fournit du courant au village mais aussi au fort de Tournoux et aux baraquements de l'Ubaye. Son extension, en 1906, a pour objectif d'assurer l'alimentation en électricité de Barcelonnette, des villages de la haute vallée et de Jausiers mais aussi pour électrifier le téléphérique militaire de la batterie des Caures, fournir du courant au quartier Breissand à Jausiers puis aux casernes de Barcelonnette, dont les travaux débutent. À Jausiers, le nouvel hôpital civil, qui ouvre en 1906, bénéficie du soutien de la garnison. Une convention est signée avec le ministère de la Guerre. En échange de l'installation de l'infirmier du bataillon du 157^e RI stationné au quartier Breissand, l'armée s'engage à payer un loyer et à mettre à disposition le médecin-major du bataillon afin d'assurer les soins gratuits pour les civils. En 1960, l'aérodrome de Saint-Pons, initiative civile, peut naître grâce à une unité du génie en manœuvre dans la vallée : elle assure la construction de la piste dont le déboisement a été réalisé par la direction locale de l'Équipement.

DÉVELOPPEMENT DU TOURISME

Les infrastructures qui sont les plus modifiées par l'armée sont les voies de communication. Si le ministère de la Guerre ne participe pas à la construction des routes permettant de relier le col de Larche à Digne, Gap ou Prunières, ni aux travaux destinés à construire une voie ferrée gagnant l'Ubaye depuis les Hautes-Alpes, son action est en revanche décisive pour la création de routes stratégiques. Aujourd'hui, devenues touristiques, elles attirent de nombreux visiteurs dans la vallée. Favorisant le franchissement des cols de Vars et d'Allos (au début des années 1890) leur ouverture permet, dès 1911, à la Route des Alpes de traverser l'Ubaye. Le soutien de l'armée, direct ou indirect, est indispensable pour ouvrir des itinéraires touristiques nouveaux que les collectivités territoriales n'ont pas les moyens financiers d'assumer seules. Les deux autres grands cols créés pour des motifs touristiques sont intimement liés à l'institution militaire. La route du col de la Cayolle en est un exemple frappant. En 1897, le ministère des Travaux Publics et les départements des Basses-Alpes et des Alpes-Maritimes s'associent avec le ministère de la Guerre. Leur objectif est de faciliter l'accès à la haute vallée du Var pour assurer de bonnes liaisons entre les XIV^e et XV^e corps d'armée mais aussi pour développer le tourisme civil. Cette route aurait dû être inaugurée en août 1914 par le Président de la République, Raymond Poincaré,

date contrariée par l'entrée en guerre en juin 1914. Suivant l'accord de partenariat, la main d'œuvre militaire assure les travaux de terrassement tandis que les ouvrages d'art ainsi que la chaussée sont financés et construits par les civils. L'ouverture du col de Restefond-la Bonette doit également beaucoup à l'armée puisque la route, inaugurée en 1961, utilise la voie stratégique, élargie du côté Alpes-Maritimes et reliant Bousièyas à Jausiers. Seul le tour de la cime de la Bonette est nouveau. D'autres aménagements routiers contribuent au développement touristique de la vallée même s'ils ont d'autres fonctions. Bon nombre de pistes stratégiques et routes construites par les militaires améliorent l'accès à certains hameaux ou servent aux habitants pour accéder aux forêts ou aux prairies d'altitude. Le chemin, élargi et rectifié par les tirailleurs marocains et le Génie, en vue de la construction d'un ouvrage fortifié dans le vallon, permet aux automobiles de tourisme d'accéder au pied de la tour des Sagnes en 1930. La même année, afin de remercier les habitants de leur accueil et de leur compréhension suite à des manœuvres, le 15^e BCA rectifie plusieurs tournants sur la route de Fouillouse, permettant aux grandes automobiles de tourisme l'accès au village, point de départ de nombreuses randonnées vers le massif du Chambeyron. De nombreux sentiers utilisés en haute montagne par les habitants et les touristes ont également été ouverts par l'armée pour ses besoins.



62 – Chantier de construction de la route stratégique de Restefond, début xx^e siècle
© Collection Joseph Lèbre



62 – Refuge du col de Sautron construit à l'initiative du lieutenant Trémeau du 157^e RI, avant 1914
© Collection Pierre Martin-Charpenel



64



65

La plupart des sentiers du massif de Restefond, par exemple, sont construits dans les années 1890, puis rénovés dans les années 1930, par les unités alpines. D'autres sont améliorés pour rendre service aux habitants. En 1930, le commandant du 15^e BCA, fait ainsi améliorer le sentier qui mène au lac Premier dans le massif de Chambeyron pour la communauté de Fouillouse. Après la Seconde Guerre mondiale, les unités en garnison dans la vallée poursuivent l'amélioration et l'entretien de quelques sentiers de montagne.

Parfois, les interventions en faveur du développement touristique sont plus directes. En 1926, le jardin public et le terrain de tennis de La Condamine, édifiés à l'initiative du Syndicat d'Initiative, bénéficient de l'aide des soldats du 15^e BCA. En 1974, ce sont les hommes du 11^e BCA qui installent tous les panneaux indicateurs, fabriqués par l'ONF, sur les sentiers de Grande Randonnée traversant la vallée de l'Ubaye.

PRATIQUE DE LA MONTAGNE

Les troupes alpines jouent également un rôle majeur dans le développement des activités de montagne. Dès les années 1890, les officiers et les sous-officiers, qui pratiquent l'alpinisme et l'escalade pour leur plaisir, s'investissent dans la section locale du CAF et réalisent des courses en montagne avec des civils. La concordance de dates entre l'installation du 15^e BCA en 1922 et la renaissance, avec une forte participation d'officiers de ce bataillon, de la section locale du CAF est plutôt significative. L'investissement des militaires est constant jusqu'à la fin de la

présence permanente d'unités. Il se renforce à partir de la seconde moitié des années 1930 par l'adhésion et la participation de cadres ayant pris leur retraite dans la vallée ; en bénéficient plus tard les autres associations promouvant les activités de montagne. Outre l'investissement quotidien des officiers et sous-officiers, en activité ou non, le CAF profite du soutien humain, matériel et technique du bataillon pour des opérations importantes comme la construction du refuge du Chambeyron dans la première moitié des années 1920 ou le balisage des itinéraires de ski de randonnée en 1938-1939. Jusqu'en 2008 encore, date de sa dernière édition, la course de ski-alpinisme l'Ubayenne reçoit le soutien technique des cadres montagne du CIECM.

SPORTS D'HIVER

L'apport des unités militaires y est encore plus marquant. Avant les années 1920, malgré quelques initiations réalisées par des officiers et sous-officiers, les Ubayens ne sont guère sensibles à cette nouvelle pratique introduite dans la vallée par les unités alpines dès l'hiver 1902-1903. Vers 1912, ce sont les promoteurs du tourisme, Jean Caire et le Syndicat d'Initiative de la vallée de l'Ubaye, qui entrevoient, grâce à ce sport, des possibilités de développement économique. Avec le soutien et les conseils de cadres du 157^e RI et du 30^e BACP, ils lancent les premières initiatives visant à diffuser le ski auprès de la population et à faire connaître, à de futurs visiteurs, les nombreuses possibilités de pratique de ce sport dans la vallée. Un premier concours de ski, dont les organisateurs et

concurrents sont uniquement militaires, est organisé à la Chalanette (commune de Jausiers) en février 1914. Interrompu par la guerre, ce développement du ski est relancé dès le début des années 1920. Il faut cependant attendre l'hiver 1922-1923 et l'installation du 15^e BCA pour qu'un élan décisif soit donné avec l'organisation d'un second concours de ski, presque entièrement militaire comme en 1914, en février 1923 à Barcelonnette.

Jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, le 15^e BCA et ses cadres sont un des acteurs essentiels du développement des sports d'hiver dans la vallée. Au début des années 1930 encore, l'organisation technique et matérielle des concours de ski repose essentiellement sur les hommes et les cadres de ce bataillon. Les cours de ski pour les locaux mais aussi les touristes sont assurés, le dimanche et lors des vacances scolaires, par des officiers du 15^e BCA sur leur temps libre puis par des sous-officiers mis à disposition des civils jusqu'à la saison 1933-1934. Progressivement, le relais est pris par les civils. Ils ont d'ailleurs créé le Groupe des Skieurs de l'Ubaye en 1927 afin de diffuser la pratique du ski, organiser les concours et développer les infrastructures faisant de Barcelonnette un centre de sports d'hiver. Dès sa création, ce groupe bénéficie d'un fort soutien militaire. Le commandant du 15^e BCA en est un des présidents d'honneur, un officier en est le secrétaire et un autre le conseiller technique. L'armée fournit des hommes et du matériel pour les concours de ski jusqu'en 1939. Ces soldats préparent les tremplins, dament les pistes de ski alpin, aident au traçage, assurent les

liaisons radio avec leur matériel. Ils contribuent également à la construction et à l'aménagement d'un certain nombre d'équipements : tremplins de la Chaup et du Sauze, monte-pente et premier refuge du Sauze. Les autres associations ou particuliers développant des centres de sports d'hiver (Saint-Paul, Larche, La Condamine) bénéficient également d'un soutien plus ou moins des troupes en garnison dans les années 1930.

Après la Seconde Guerre mondiale, l'armée reste un acteur du développement des sports d'hiver, surtout jusqu'aux années 1960. Toutefois, les infrastructures s'étendent, les techniques s'améliorent, les moyens financiers dédiés aux acteurs touristiques augmentent et le tourisme génère des revenus de plus en plus conséquents. Alors, le poids et le rôle de l'armée diminuent mais sans disparaître totalement.



66

64 et 65 – Concours de ski de Barcelonnette, 22 février 1925
© Josette Lesueur

66 – Prestation de la fanfare du 15^e BCA au Sauze, première moitié des années 1930
© Collection Olivier Vaginay



67 - Exercices de gymnastique par les soldats du 157^e RI dans les casernes de Jausiers, vers 1900 (134 Fi 8, Fonds Coulon)

© Archives départementales des Alpes de Haute-Provence
68 - Équipe de football du Barcelonnette Football Club, années 1960 © Collection particulière

ÉDUCATION PHYSIQUE ET SPORTIVE

Les troupes en garnison, et l'institution militaire d'une manière générale, sont un des acteurs majeurs du développement et de la vie des institutions consacrées aux sports, surtout jusqu'aux années 1950. Comme pour le ski, l'armée le fait d'abord par intérêt. Afin de disposer d'appelés d'un bon niveau physique et déjà initiés au maniement des armes, les unités en garnison dans la vallée prennent en charge l'organisation, jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, de cours de préparation militaire. Pour y participer, les futurs appelés doivent appartenir à des sociétés sportives ou de tir agréées par le ministère de la Guerre. Comme il n'y en a pas dans la vallée, des cadres du 157^e RI s'investissent à partir de 1910 dans la création, avec les civils, de l'Union Sportive de Barcelonnette, premier club sportif de l'Ubaye, et des sociétés scolaires de tir. La place de Tournoux apporte également un soutien technique et matériel important à la société de tir La Frontière, ce qui lui permet de renaître et de se relancer après plusieurs années de sommeil. Après la Première Guerre mondiale, un moniteur d'éducation sportive, sous-officier du 15^e BCA, est mis à la disposition du collège de Barcelonnette afin qu'il participe à l'organisation des cours de sport et des compétitions. Les officiers et sous-officiers du 15^e BCA, qui s'investissent aussi par goût et par plaisir, contribuent, de 1922 à la première moitié des années 1930, à la création et au fonctionnement du Gallia-Club (football) et de la Société de Tir de l'Ubaye, à la renaissance de l'Union Sportive de Barcelonnette, à la fondation de l'Association Sportive du collège et comme nous l'avons vu à la

création du GSU pour le ski. En 1936, un seul club, la *Barcilounesa* (société de boules), n'a pas été fondé avec le concours de militaires même si son comité directeur compte un officier du 15^e BCA. Après la Seconde Guerre mondiale, le 11^e BCA puis le CIECM continuent de contribuer, sous diverses formes, au développement du sport même si c'est à un moindre degré. Ils aident à l'organisation de manifestations sportives (cross, courses d'orientation, compétitions de parapente) tant au profit de la cité scolaire que de plusieurs associations. Des officiers et sous-officiers en activité ou à la retraite participent activement, sur leur temps libre, à la vie des clubs. Pendant plusieurs décennies, tant qu'ils furent obligés de rester le week-end à Barcelonnette (faute de moyens de transport efficace pour rejoindre leur foyer) des appelés rejoignent et renforcent les clubs sportifs. Ils leur permettent de se perfectionner. Dans les années 1950, le basket-club bénéficie de l'expérience et des formations dispensées par des joueurs du prestigieux Racing-Club de Paris effectuant leur service au 11^e BCA. Certaines saisons, dans les années 1960-1970, huit des onze joueurs de l'équipe sénior du Barcelonnette Football Club sont des appelés du 11^e BCA. Des années 1980, au moins, à 2009, grâce aux clubs sportifs dont sont dotés le 11^e BCA et le CIECM - qui sont autorisés dans une certaine limite à accueillir des non militaires -, de nombreux jeunes Ubayens peuvent pratiquer des activités qui ne sont pas proposées par les associations sportives civiles.



69 - Défilé de la fanfare du 11^e BCA dans la rue Manuel, Barcelonnette, fin des années 1980 © Jeanine Jouve

70 - Fête du 15^e BCA, très probablement, de 1928, La Harka © Collection Christian Joulot

CONCERTS

Les unités en garnison sont des acteurs importants en termes d'animation culturelle. Avant la Première Guerre mondiale, la musique du 157^e RI est quasiment chaque été en garnison aux baraquements de l'Ubaye. Comme les BACP de passage avec leur fanfare, elle multiplie les prestations : concerts, animation des revues et des cérémonies officielles. Cette formation se produit essentiellement à La Condamine et à Jausiers. Elle assure des représentations à Barcelonnette et dans d'autres villages lors des manœuvres et déplacements des bataillons. Les officiers et les sous-officiers organisent également des soirées festives ainsi que des après-midi récréatifs (souvent pour des causes caritatives), dans les restaurants et hôtels de La Condamine et Jausiers ; les civils y sont conviés.

Après la Première Guerre mondiale, avec l'installation du 15^e BCA, la vallée bénéficie de la présence de fanfares de manière permanente ; elles assurent de très nombreuses représentations jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. Entre juillet 1922 et février 1923, par exemple, la fanfare du 15^e BCA anime l'arrivée du bataillon, le passage du tour de France cycliste, la fête nationale, la fête de la Sidi-Brahim organisée par le bataillon durant deux jours, le premier match de football du Gallia-Club et le concours de ski de Barcelonnette.





71 et 72 – Programme de la fête du 15^e BCA de 1928
 © Collection particulière
 73 – Fête du 15^e BCA, très probablement, de 1928. Char « 1^{ère} cantinière »
 © Collection René Jean
 74 – Fête du 15^e BCA, très probablement, de 1928. Char « Le caporal et le bleu »
 © Collection Christian Joulot



CONCLUSION

La longue présence militaire dans l’Embrunais et la vallée de l’Ubaye a profondément marqué le territoire. Les fortifications et les nombreuses constructions réalisées par et pour l’armée, essentiellement à partir du XVII^e siècle, constituent un patrimoine riche et exceptionnel. L’armée, durant près d’un siècle et demi, a été l’un des éléments constitutifs de l’économie et des sociétés locales. Ses nombreux apports, dont beaucoup tombent dans l’oubli, ont contribué à façonner ce que sont aujourd’hui ces deux territoires. Cette histoire militaire doit permettre d’ouvrir une nouvelle page. Le temps est venu de l’étudier de manière plus précise pour mieux la comprendre, de l’inscrire à sa juste place dans

l’histoire plus générale de l’Embrunais et de la vallée de l’Ubaye et de la valoriser en s’appuyant, notamment, sur le patrimoine bâti que l’armée a laissé en héritage. Le fort de Tournoux, impressionnant dans ses dimensions, emblématique du déploiement militaire, doit être aménagé pour accueillir des activités sportives de pleine nature. Il sera également le point de départ d’un Centre d’interprétation de l’architecture et du patrimoine pour mieux appréhender les différents aspects de cette présence militaire.

La vallée de l’Ubaye voit se jouer de nombreux concerts un peu partout, de Saint-Paul-sur-Ubaye au Lauzet. Cette période constitue très probablement l’âge d’or des musiques militaires en Ubaye. Avec le concours de leurs musiciens, les bataillons en garnison assurent également l’organisation d’un certain nombre de manifestations auxquelles sont invités les civils, qui y assistent en nombre. De 1948 à 1990, le 11^e BCA et sa fanfare perpétuent ces concerts et ces festivités, même si le nombre de manifestations organisées par le bataillon et le nombre de concerts de la fanfare tendent à diminuer au fur et à mesure que le temps passe. De la fin des années 1940 au début des années 1960, la fanfare du 11^e BCA, qui reste

très active, est souvent sollicitée à l’extérieur de la vallée ; elle assure des prestations de Nice à Briançon en passant par Cannes ou Marseille. Avec la dissolution du 11^e BCA, cette longue histoire de la musique militaire s’éteint presque totalement. Des fanfares de chasseurs alpins viennent encore de manière intermittente pour quelques cérémonies organisées par le CIECM. Le 3 juillet 2007, la fanfare du 27^e BCA donne un dernier concert sur la place Manuel avant de jouer le lendemain pour une passation de commandement. Elle clôtura ainsi la très longue tradition des concerts assurés par les fanfares de chasseurs alpins depuis celui du 14^e BCP, la dernière semaine d’août 1885.



BIBLIOGRAPHIE

Outre les titres généraux sur les fortifications ou les troupes alpines que vous pourrez trouver facilement, voici quelques ouvrages pour en savoir plus sur notre région :

- Béraud Henri, *La seconde guerre mondiale dans les Hautes-Alpes et l'Ubaye*, Gap, Société d'Études des Hautes-Alpes, 1990.

- Humbert Jacques, *Embrun et l'Embrunais à travers l'histoire*, Gap, Société d'Études des Hautes-Alpes, 1972.

- Lachal Philippe, *Fortifications des Alpes, leur rôle dans les combats de 1939-1940, Ubaye-Ubayette-Restefond*, L'Argentière-la-Bessée, Éditions du Fournel, 2006.

- Morel Bernard, *Le fort de Tournoux, son histoire, sa construction*, Barcelonnette, Sabença de la Valéia-Association des fortifications de l'Ubaye, 2008.

- Morel Bernard, *Forts de Roche-la-Croix et du haut de Saint-Ours*, Barcelonnette, Sabença de la Valéia-Association des fortifications de l'Ubaye, 2008.

REMERCIEMENTS

Le Pays d'art et d'histoire S.U.D. remercie toutes celles et tous ceux grâce à qui ce livret a pu exister :

- Les Archives départementales des Alpes de Haute-Provence et des Hautes-Alpes
- La Direction régionale des affaires culturelles de la Région PACA-SUD
- Le musée « La Sapinière » de la vallée de l'Ubaye, à Barcelonnette
- Le service Patrimoine de la Communauté des communes de la vallée de l'Ubaye Serre-Ponçon
- L'Association pour la sauvegarde et l'étude du patrimoine de l'Embrunais à Embrun et La Sabença de la Valéia à Barcelonnette
- Les particuliers ou photographes ayant mis à disposition des documents :
Jean-François Delénat, Bertrand Hubert, René Jean, Christian Joulot, Jeanine Jouve, Jehan Landé, Joseph Lèbre, Myriam Lèbre-Touquet, Josette Lesueur, Pierre Martin Charpenel, Thierry Noyez, Bernard Sarrailh, Hubert Tassel, Olivier Vaginay, ...

Cet ouvrage a été soutenu par l'Union européenne par l'intermédiaire du programme Leader. Il s'intègre dans un projet à long terme de valorisation du patrimoine militaire. Il se matérialisera grâce à un Centre d'interprétation de l'Architecture et du Patrimoine (CIAP), installé dans certains éléments de la forteresse de Tournoux.

Maquette
Atelier Zen Arcade, Barcelonnette
d'après DES SIGNES
studio Muchir Desclouds 2018

Impression
Imprimerie de Haute-Provence,
La Brillanne

Édition 2021

NOS ALPES DOIVENT DONC BEAUCOUP À L'ARMÉE. SANS ELLE, SAVOIE, DAUPHINÉ, PROVENCE, PAYS DE NICE N'AURAIENT PAS PRIS LE DÉVELOPPEMENT QU'ILS ONT ACQUIS DU POINT DE VUE DU TOURISME.

Victor-Eugène Ardouin-Dumazet (1852/1940), journaliste, extrait du quotidien *Le Temps*, 6 mai 1906

Le Pays d'art et d'histoire Serre-Ponçon Ubaye

Durance appartient au réseau national des Villes et Pays d'art et d'histoire depuis 2011. Il compte 30 communes réparties sur deux Communautés de communes (Serre-Ponçon et vallée de l'Ubaye Serre-Ponçon). Ce service assure plusieurs missions patrimoniales :

- Connaissance et valorisation du patrimoine sur l'ensemble du territoire
- Promotion de la qualité architecturale, urbaine et paysagère
- Sensibilisation de tous à ce patrimoine et à ce paysage
- Mise en place d'un tourisme patrimonial et culturel

Piloté par l'animateur de l'architecture et du patrimoine, il organise de nombreuses actions pour permettre la découverte des richesses architecturales et patrimoniales du Pays par ses habitants, jeunes et adultes, et par ses visiteurs avec le concours de guides-conférenciers professionnels.

À proximité

Le Ventoux-Comtat Venaissin, la Provence Verte, bénéficient de l'appellation *Pays d'art et d'histoire*.

Arles, Briançon, Fréjus, Grasse, Hyères, Martigues, Menton, Nice, de celle de *Ville d'art et d'histoire*.

Publications

Ce document fait partie de la collection « Focus » du réseau VPAH. Il a été édité par le Pays d'art et d'histoire Serre-Ponçon Ubaye Durance.

Un « Focus » consacré à l'archéologie en Pays S.U.D. a été publié en 2018.

Celui, consacré à « Embrun et son diocèse » est sorti en avril 2021.

Renseignements

Pays S.U.D.

Les jardins du Réal
1, avenue Charles de Gaulle
05200 Embrun

Tél : 04 92 44 15 12

www.pays-sud.fr

patrimoine@pays-sud.fr

Retrouvez le programme des visites guidées dans les offices de tourisme.



VILLES
& PAYS
D'ART &
D'HISTOIRE



Pays
Serre-Ponçon
Ubaye
Durance



UNION EUROPÉENNE
Fonds Européen Agricole
pour le Développement Rural



RÉGION
SUD
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR



ISBN 978-295-64-0143-8



9 782956 401438

L'EUROPE INVESTIT DANS LES ZONES RURALES